

Impact de la crise sur la pauvreté

Rapport pour l'ONPES

Novembre 2009

Ont participé à cette étude : Guillaume Allègre
Marion Cochard
Eric Heyer
Mathieu Plane
Xavier Timbeau

Impact de la crise sur la pauvreté

La brutale montée du chômage à la faveur de la crise économique et financière de l'année 2008 a surpris. Elle n'est pourtant que le début de l'ajustement du marché du travail et va se poursuivre dans les années qui viennent. Il faut considérer que l'on entre aujourd'hui dans une phase de chômage durablement élevé. Cette hausse du chômage aura des conséquences considérables en termes sociaux. Nous explorons ici, à l'aide d'instruments principalement macroéconomiques, l'ampleur et l'impact d'un chômage en hausse.

Le premier élément de notre analyse est une projection pour l'économie française à l'horizon de 4 ans. L'approche est essentiellement macro-économique.

Le but de cet exercice est d'obtenir des indications quant aux scénarios possibles d'évolution du marché du travail et des salaires. Si les simulations affichées pour les années 2009 et 2010 reprennent dans les grandes lignes les perspectives de prévision pour l'économie française élaborée par l'OFCE en octobre 2009¹, les deux années suivantes explorent deux scénarios de moyen terme.

Dans les deux scénarios, la croissance est identique (1,8 % en 2011 et 2012, mais dans le premier, cela correspond à la croissance potentielle alors que dans le second nous supposons un ralentissement de la productivité permettant une réduction du chômage.

Dans le premier scénario, dit central, la croissance permettrait de créer suffisamment d'emplois (36 000 en moyenne annuelle) pour absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail et donc de stabiliser le chômage. Ce dernier s'établirait à 10,4 % en 2012.

Dans le second scénario, nous supposons un rythme de progression de la productivité plus faible que celui retenu dans le compte central et conforme aux évolutions de celle-ci au cours de 7 dernières années (1 % par an) ; le taux de chômage diminuerait, terminant à 9,4 % en moyenne en 2012, 1 point en dessous de celui du scénario central.

Dans un deuxième temps, nous avons approfondi l'analyse du marché du travail, afin de paramétrer le modèle de micro-simulation.

Nous avons d'abord ventilé nos prévisions d'emploi entre les différents secteurs, à l'aide de modèles à correction d'erreur dans les secteurs industriels, et d'une analyse des crises précédentes dans les secteurs des services.

Nous avons ensuite construit un modèle entrées-sortie à l'aide des flux d'entrées et de sorties, et des stocks de demandeurs d'emploi par ancienneté des DEFM. Ce modèle nous a permis d'établir des prévisions de moyen terme de chômage par ancienneté, ce qui permet en particulier de montrer le phénomène d'hystérèse sur le chômage de longue durée d'en tirer des conclusions en matière d'indemnisation du chômage.

Dans un troisième temps, nous utilisons les éléments projetés pour en déduire l'impact de la conjoncture économique sur la pauvreté et le nombre de bénéficiaires de minima sociaux à la fin 2010.

Nous procédons à partir de l'enquête Revenus Fiscaux 2003 qui nous donne des informations détaillées à la fois sur la situation sur le marché du travail d'individus représentatifs de la population de France métropolitaine, et sur les revenus de leur ménage, ce qui nous permet d'appréhender les liens entre emploi, niveau de vie et pauvreté. L'échantillon est vieilli en deux étapes pour être représentatifs des conditions économiques et démographiques observées dans l'enquête emploi 2007 puis des conditions économiques et démographiques estimées à la fin 2010. L'impact principalement mesuré est celui des destructions d'emploi et du chômage et de l'augmentation de l'ancienneté de chômage à la fin 2010 comparé à 2007.

Selon l'approche relative de la pauvreté, on estime que sur cette période, une hausse de 100 chômeurs conduit à une augmentation d'environ 43 pauvres au seuil de pauvreté à 60% ainsi qu'environ 22 ménages allocataires du RSA « socle ». Les dépenses de RSA « socle » augmenteraient d'environ 10% sous le seul effet de la conjoncture économique ce qui peut poser problème au niveau des finances des collectivités territoriales qui sont compensées par l'Etat avec retard au titre de ces dépenses.

A. Perspectives de l'économie française à l'horizon 2012²

I. Conception générale de l'exercice

Cette projection de l'économie française à l'horizon de quatre ans— de 2009 à 2012— a été réalisée par l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques (OFCE) à l'aide de son modèle de simulation de l'économie française (*e-mod.fr*). Son approche est essentiellement macro-économique.

Le but de cet exercice est d'obtenir des indications quant aux scénarios possibles d'évolution du marché du travail et des salaires. Si les simulations affichées pour les années 2009 et 2010 reprennent dans les grandes lignes les perspectives de prévision pour l'économie française élaborée par l'OFCE en avril 2009³, les deux années suivantes explorent deux scénarios de moyen terme.

Afin de mettre à la disposition des membres de l'observatoire de la pauvreté une telle « illustration », les évolutions macro-économiques suivent délibérément une vision tendancielle reposant sur des hypothèses généralement admises :

- Le scénario d'environnement international à moyen terme, qui sert de cadre à la projection de l'économie française a été élaboré à partir d'une hypothèse médiane suivant les estimations de croissance potentielle réalisée par l'OCDE ou par le FMI pour les zones hors OCDE pour les années 2011-2012.
- Le taux de change euro-dollar se stabilise à 1,40 dollar pour un euro. De son côté, le cours du pétrole se stabiliserait à 70 dollars le baril.

² Cette note a été rédigée par Eric Heyer, département analyse et prévision, OFCE.

³ « Croissance précaire », Revue de l'OFCE, n°111, 2009

- Les prix des partenaires commerciaux de la France évolueraient de façon à stabiliser la compétitivité française à partir de 2010. La demande extérieure adressée à la France demeurerait dynamique sur l'ensemble de la période.
- Les scénarios reposent sur l'hypothèse d'une contribution nulle des variations de stocks.
- Les scénarios supposent une impulsion budgétaire neutre
- En ce qui concerne la durée du travail, nous l'avons supposé inchangée à l'horizon de notre étude

Deux scénarios pour l'économie française ont été envisagés à l'horizon 2012. Dans les deux scénarios la croissance est identique (1,8 % en 2011 et 2012, mais dans le premier, cela correspond à la croissance potentielle alors que dans le second nous supposons un ralentissement de la productivité permettant une réduction du chômage.

I.1. Le compte central : scénario à la croissance potentielle

C'est sur la base du premier scénario que nous avons élaboré notre compte central. La croissance de l'économie s'établirait à son potentiel de long terme : Nous supposons que la productivité du travail s'établit à son niveau tendanciel (1,7 % en rythme annuel) au cours des années 2011 et 2012. La population active progressant d'environ 0,1 % au cours de ces deux années, la croissance potentielle s'élèverait aux environs à 1,8 %. Nous supposons une neutralité de la politique budgétaire au cours de ces deux années ce qui a pour conséquence de stabiliser le déficit public à son niveau prévu en 2010, à savoir 8,7 % du PIB. La politique budgétaire nécessite de ce fait un contrôle des dépenses publiques qui progresseraient de 1,8 % en moyenne annuelle au cours de la période 2011-2012 contre plus de 2,5 % observés au cours des 10 dernières années. Ce « compte central » ne nécessite pas de modification du taux d'épargne des ménages (qui se stabiliserait à 16,7 % en 2012), mais une augmentation du taux d'investissement des entreprises (17,4 % en 2010 à 18,4 % en 2012, niveau identique à la moyenne des 10 dernières années (18,4 %)) et n'entraîne pas de baisse du taux de chômage qui se stabiliserait à au-dessus de 10,4 % en 2012.

I.2. Un scénario de ralentissement de la croissance potentielle

Dans le second scénario, nous supposons un rythme de progression de la productivité plus faible que celui retenu dans le compte central et conforme aux évolutions de celle-ci au cours de 7 dernières années (1 % par an). Comme les salaires progressent au même rythme que la productivité dans les deux scénarios, l'écart d'activité par rapport à la croissance potentielle ne demande pas un effort plus important aux agents privés : le taux d'épargne ainsi que le taux d'investissement sont identiques dans les deux scénarios. En revanche, contrairement au scénario central, le taux de chômage diminuerait, terminant à 9,4 % en moyenne en 2012, 1 point en dessous de celui du scénario central.

II. Principaux résultats pour les années 2009-2010

La projection prolongée à l'horizon du moyen terme les prévisions à court terme (2009-2010) actualisées que l'OFCE vient de présenter⁴.

II.2. En France

Après quatre trimestres consécutifs de recul, le PIB français a retrouvé le chemin de la hausse au deuxième trimestre 2009 (0,3 %). Cela n'évitera pas à l'économie française d'enregistrer en 2009 sa plus profonde récession depuis la Grande Dépression des années 1930 (tableau 1, graphique 6). Les effets de la crise financière sur l'économie réelle se sont brutalement matérialisés au quatrième trimestre 2008 avec un effondrement spectaculaire (-6,7 %) de la production industrielle (IPI) et du PIB (-1,4 %). Sur sa lancée de la fin 2008, l'économie française a continué de se contracter fortement au cours du premier trimestre 2009 (-7,2 % pour l'IPI et -1,4 % pour le PIB), subissant la conjonction de chocs économiques violents, concomitants et mondiaux qui se sont succédé depuis l'été 2007.

Tableau 1. Les périodes de récession en France

En %, moyenne annuelle											
	1921	1927	1930	1931	1932	1934	1935	1938	1975	1993	2009
PIB	-4.4	-2.0	-2.6	-3.9	-8.8	-3.4	-2.5	-2.5	-1.0	-0.9	-2.1
PIB par tête	-5.0	-2.1	-3.5	-4.8	-8.8	-3.5	-2.5	-2.5	-1.4	-1.3	-2.8

Sources : INSEE, CEPII (Pierre Villa), calculs et prévisions OFCE.

L'année 2009 porte les séquelles des crises financière et immobilière

Les crises financière et immobilière et leurs répercussions sur l'environnement économique international affectent de façon très concrète les entreprises et les ménages français en 2009.

Le retournement simultané des marchés financiers et immobilier a un impact direct sur la richesse nette des ménages. Alors que cette dernière n'a cessé de progresser au cours des dix dernières années, sous l'effet conjugué de la hausse des marchés financiers et surtout des prix de l'immobilier, atteignant près de 10 fois le revenu disponible brut (RdB) des ménages en 2007, la perte de richesse nette enregistrée en 2008 (graphique 7) se poursuit en 2009 et aura un impact sur leur comportement d'épargne.

Jusqu'alors épargné par le retournement, l'immobilier français a emboîté le pas de ses homologues anglo-saxon et espagnol en fin d'année 2008. Ce retournement a fait chuter l'investissement des ménages au cours des cinq derniers trimestres, amputant la croissance française de 0,6 point.

Par ailleurs, la forte hausse du risque de défaut a conforté les banques dans leur stratégie de durcissement des conditions d'accès au crédit. Cette stratégie adoptée dans un contexte de dégradation des profits, d'un surplus record de capacités de production et d'un fort endettement des

entreprises, a incité ces dernières à freiner leurs investissements, contribuant très négativement à la croissance (-1,1 point depuis le début de la crise).

Ces mécanismes ayant également joué dans les autres pays occidentaux et notamment européens, leurs économies et leurs demandes adressées à la France ont aussi ralenti.

Enfin, face à la chute de leur demande, les entreprises ont entamé un fort mouvement de déstockage en fin d'année 2008 qui est venu amplifier la récession en amputant la croissance française de 1,8 point de PIB depuis le début de la crise.

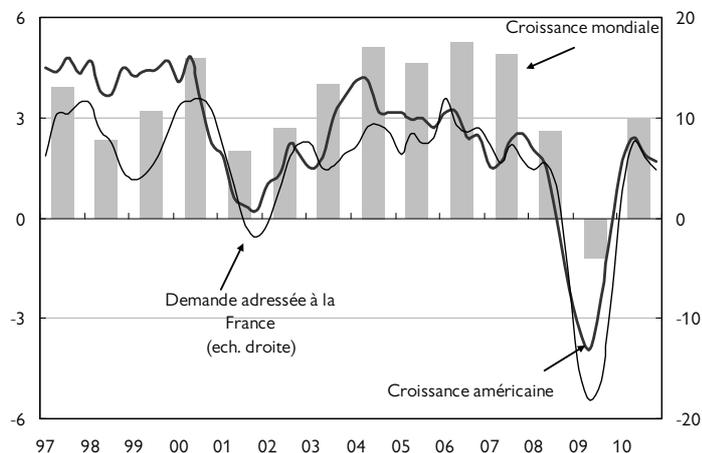
Pourtant, des signes positifs apparaissent...

Après quatre trimestres consécutifs de recul, le PIB français a retrouvé le chemin de la hausse au deuxième trimestre 2009 (0,3 %). Ce résultat n'est pas le seul signe d'une amélioration du climat économique. Depuis plusieurs mois, un certain nombre d'indicateurs laissent entrevoir une amélioration du climat économique :

1. En premier lieu, une reprise de la croissance dans les pays émergents s'est engagée. Le retour à une croissance mondiale en 2010 proche de 3 % est envisagé, permettant un redressement de la demande étrangère adressée à la France après son effondrement sans précédent observé en 2008 (graphique 4).

4. Environnement international

En %, glissement annuel



Sources : Comptabilités nationales, calculs et prévisions OFCE.

2. Une baisse du coût de financement de l'économie semble s'opérer ces derniers mois. Depuis la faillite de Lehman Brothers, et malgré les baisses de taux répétées de la Banque centrale européenne (BCE), le coût du crédit pour les entreprises a très fortement augmenté au cours de l'année 2008. Les deux dernières enquêtes de la Banque de France font cependant ressortir une baisse significative du coût du

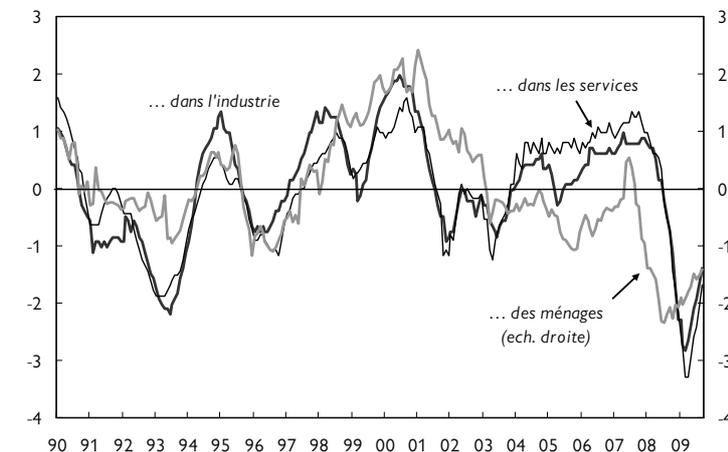
crédit pour les entreprises depuis le début de l'année 2009 et ce quelles que soient les catégories de crédits considérées (-3,1 points pour le taux d'escompte, -2,6 pour les découverts, -2,4 pour les crédits à moyen et long termes). De façon similaire, la prime de risque mesurée par le spread indique également un retournement non négligeable depuis le début de l'année.

3. A l'image de ce que l'on observe dans de nombreux pays, les enquêtes de conjoncture indiquent une amélioration du moral des agents économiques privés (graphique 5) : la situation des ménages s'améliore, comme l'illustre le lent redressement de leur moral, et les perspectives de production des chefs d'entreprise ont cessé de plonger. Ces enquêtes restent certes encore à des niveaux très dégradés et inobservés au cours des précédentes récessions, mais n'interdisent pas un rebond de l'activité économique, tout au moins à court terme, à l'instar de celui observé sur les marchés des actions.

L'indicateur avancé de l'OFCE, qui exploite l'information contenue dans les enquêtes auprès de l'industrie, des services, du bâtiment et des ménages, suggère d'ailleurs que l'économie française devrait connaître une croissance de 0,6 % au troisième trimestre 2009.

5. Evolution de la confiance...

Solde d'opinion, Centré réduit



Source : INSEE.

4. Cela est conforme avec un « rebond par les stocks » qui semble s'amorcer en France. A l'instar de leurs homologues étrangers, les chefs d'entreprises français, surpris par la violence inédite du ralentissement de la demande, ont vu leurs stocks s'accumuler massivement début 2008. Depuis, ils puisent fortement dans ces derniers, amplifiant par là-même l'arrêt de la production. Après quatre trimestres de fort

déstockage, les chefs d'entreprises jugent – d'après la dernière enquête mensuelle dans l'industrie datant de septembre –, que leurs stocks sont revenus à un niveau normal. La forte baisse du ratio stocks sur ventes corrobore l'idée selon laquelle le fort déstockage semble être achevé. Cela devrait permettre à la production de repartir de façon mécanique afin de répondre à la demande, aussi maigre soit elle, sans que cela n'indique toutefois un redémarrage durable de l'activité industrielle. Au cours du prochain semestre, les variations de stocks devraient contribuer pour près de 1,5 point à la croissance du PIB.

... mais seront insuffisants pour pérenniser la reprise économique

Mais cette reprise pourrait ne constituer qu'une parenthèse : au-delà de cet épisode technique, de nombreuses incertitudes demeurent, annihilant tout espoir de relais par la demande.

L'activité observée au deuxième trimestre 2009 a été portée par la consommation et la contribution des exportations. Or ces deux derniers éléments devraient s'affaiblir au cours des prochains trimestres.

Une consommation moins dynamique dans les trimestres à venir...

La consommation des ménages a été stimulée en 2009 à la fois par la baisse des prix mais aussi par les effets du plan de relance et notamment de la prime à la casse. Or ces deux facteurs vont aller en s'amenuisant à l'horizon de notre prévision.

A l'instar de la « Balladurette » en 1994 et de la « Juppette » en 1996, la prime à la casse mise en place depuis le début de l'année 2009 en France a permis de soutenir le marché automobile français et par là-même la consommation des ménages. Cependant cette prime ne durera pas indéfiniment. La suppression progressive du dispositif en 2010 évitera éventuellement une forte baisse des ventes comme celles entrevues au troisième trimestre 1995 (-22 %) et au quatrième trimestre 1996 (-25 %) mais ne les empêchera pas. En effet, indépendamment de l'échéance des dispositifs, cette mesure ayant permis à de nombreux ménages de profiter d'un effet d'aubaine et d'anticiper leur projet d'achat, son impact s'épuiserait de lui-même⁵.

Par conséquent, les ventes et les exportations de l'industrie automobile seraient sans doute encore stimulées par les plans de soutien au secteur au troisième trimestre 2009 mais accuseraient ensuite le contrecoup, ce qui devrait creuser le profil des exportations en début d'année 2010.

... pénalisée par le rebond de l'inflation...

De son côté, depuis la mi-2008, l'inflation connaît une décrue spectaculaire liée au contre-choc pétrolier et à des produits alimentaires rejoignant progressivement un rythme de hausse plus conforme à leur évolution de long terme. Mais sous l'hypothèse que le prix du pétrole confirme sa tendance haussière pour s'établir à 80 dollars le baril fin 2010 (plus de 60 euros/baril, soit une hausse de 40 % en moyenne sur un an),

l'inflation devrait rebondir, désactivant le principal soutien du pouvoir d'achat des ménages en 2009. En moyenne annuelle, l'inflation devrait s'établir à 1,5 % en 2010 contre 0,2 % en 2009 et 2,8 % en 2008.

La fin de la désinflation sera couplée à de fortes destructions d'emplois dans le secteur marchand et à un effondrement de la valeur du patrimoine net des ménages.

... et d'un marché du travail qui continue de se dégrader

Sur le marché du travail, dans la foulée du quatrième trimestre 2008, les pertes d'emplois dans le secteur marchand s'accroîtraient en 2009 en lien avec la forte contraction prévue de l'activité. Nous envisageons la destruction de près de 700 000 emplois marchands d'ici la fin 2010 (tableau 2).

Tableau 2. Evolution du marché du travail en France

Variations annuelles, en fin d'année (en milliers)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Population active observée	233	135	104	76	138	51
Emploi total	176	293	338	-27	-350	-259
- Emplois marchands	101	200	263	-88	-421	-282
- Emplois aidés non marchands	-40	38	-24	-77	9	3
- Autres emplois non marchands	115	55	99	138	62	20
Chômage	57	-158	-234	103	487	309

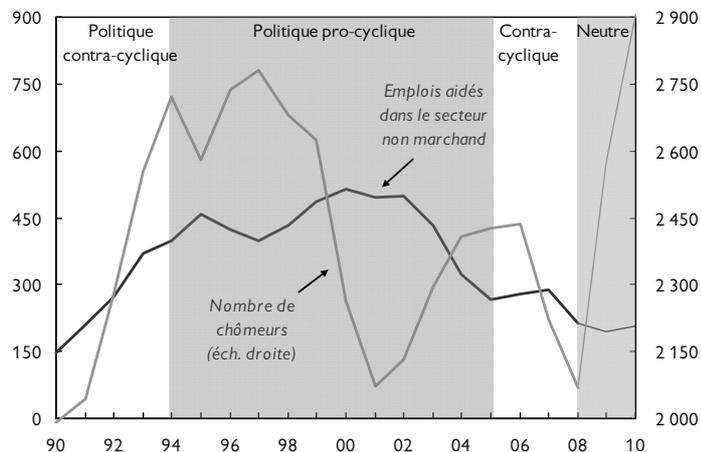
Sources : INSEE ; prévisions OFCE 2009 et 2010, e-mod.fr.

Dans ce contexte de forte dégradation du marché du travail, la politique de l'emploi, par l'intermédiaire du traitement social, ne jouera pas son rôle de « stabilisateur » du chômage. Après avoir amplifié la hausse du chômage en 2008, les nouveaux emplois aidés dans le secteur non-marchand permettront tout juste de revenir au niveau observé en début d'année 2008 (graphique 6). Le recul conjoncturel de la population active sera finalement le principal amortisseur du chômage. Cela ne sera toutefois pas suffisant et la hausse du chômage devrait atteindre près de 800 000 personnes en deux ans (2009-2010), soit la plus forte progression observée au cours des 25 dernières années.

⁵ Pour plus de détails se référer à l'encadré « Prime à la casse »

6. Emplois aidés dans le secteur non-marchand et chômage

En milliers

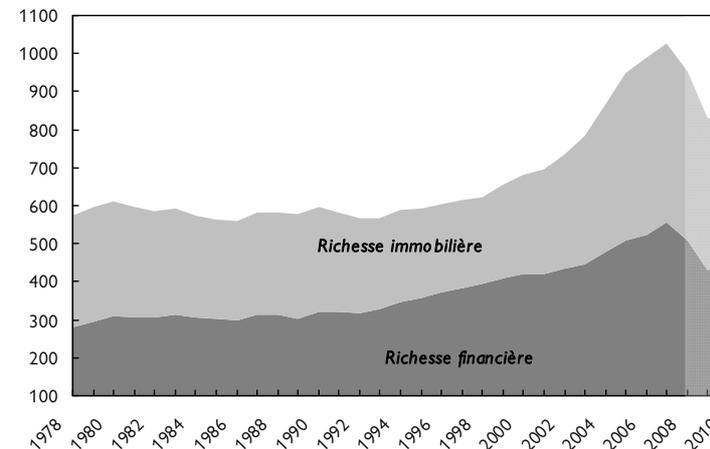


Source : INSEE.

Le retournement constaté sur les marchés financier et immobilier a impacté significativement la richesse nette des ménages en 2008. L'hypothèse d'un retour à la situation antérieure étant exclu à l'horizon de notre prévision, nous envisageons une poursuite de cette correction – de près de 135 points de RdB⁶ – de la richesse nette des ménages en 2009 et 2010 (graphique 7) qui passerait de 9,5 fois le montant du RdB à un peu plus de 8 fois. Cette forte destruction de valeur du patrimoine des ménages aura une incidence sur leur comportement d'épargne et les incitera à poursuivre leur désendettement.

7. Evolution de la richesse nette des ménages

En % du RdB



Note : La richesse financière nette des ménages est ici corrigée de la richesse nette non affectée des entreprises.

Sources : Comptes nationaux, calculs OFCE.

Ainsi, l'ampleur des répercussions des crises financière et immobilière sur l'économie réelle réduira le pouvoir d'achat des ménages dépourvus d'emploi et incitera les autres à épargner davantage.

Tableau 3. Les déterminants des variations du taux d'épargne en France

	2002-2008	2009	2010
Ecart critique ($g - r$)**	-1.5 pt	1.1 pt	0.3 pt
Effet richesse immobilière	0.1 pt	0.2 pt	0.0 pt
Variation du chômage	-1.6 pt	0.4 pt	0.1 pt
Mesures Sarkozy ⁷	-0.1 pt	0.4 pt	0.2 pt
Mesures Sarkozy ⁷	-0.1 pt	-	-
Réforme fiscale	0.3 pt	-	-

* Prévisions OFCE

** L'écart critique est la différence entre le taux de croissance du revenu des ménages (g) et le taux d'intérêt à long terme (r). Cet écart résume la capacité des ménages à emprunter.

Sources : Calculs OFCE, e-mod.fr

Après avoir fortement baissé entre 2002 et 2008, le taux d'épargne devrait augmenter respectivement de 1,1 et 0,3 point en 2009 et 2010, bridant alors le dernier moteur de croissance (tableau 3). Le taux d'épargne devrait retrouver son niveau de 2002 à l'horizon de notre prévision : il s'établirait alors à 16,8 %, niveau très significativement supérieur à celui des vingt dernières années (15,0 %). Selon ces hypothèses, la consommation des ménages ne devrait donc pas être un soutien vigoureux à l'activité au cours des prochains trimestres. La croissance de la consommation atteindrait 0,5 % en 2009 et 0,6 % en

⁶ Nous estimons que la perte de richesse nette des ménages sera de 135 points de RdB à l'horizon 2010. Elle s'explique à près de 55 % par une destruction de la richesse immobilière (72 points de RdB).

⁷ Pour plus de détails, se référer à Valérie Chauvin et alii (2004) : « Évaluation du plan de relance de l'économie française », Document de travail de l'OFCE, n°2004-04, mai. D'après l'INSEE, sur les 15 milliards d'euros rendus à la consommation par ces mesures, seuls 1,5 à 2 milliards ont été réellement dépensés et auraient alors permis une baisse de 0,2 point du taux d'épargne en 2004 compensée partiellement par une hausse de 0,1 point en 2005.

2010 après 0,9 % en 2008, rythme peu soutenu et très inférieur à celui observé entre 1998 et 2000 (3,4 %) et au cours des dix dernières années (2,6 %).

La contribution extérieure sera moins favorable

Si, comme nous l'avons mentionné précédemment, la demande adressée à la France devait profiter, dans les trimestres à venir, d'un regain de la croissance mondiale, cela ne permettrait toutefois pas au commerce extérieur français de répéter la performance enregistrée au deuxième trimestre 2009. En contribuant pour 0,8 point à la croissance, les échanges extérieurs ont été le principal moteur de la sortie de récession de l'économie française.

Deux bémols doivent néanmoins être apportés à ce bon résultat : en premier lieu, cette forte contribution est davantage due à la forte chute des importations (-2,1 %) plutôt qu'à une forte reprise des exportations (0,7 %). Par ailleurs, 80 % de la hausse de ces dernières ont été stimulées par les ventes d'automobiles, notamment en Allemagne, en Italie et en Espagne, pays qui ont mis en place une prime à la casse. Forts de leurs petits modèles à faible consommation, les constructeurs français ont fortement vendus cette gamme. Malheureusement, ces programmes se sont soit brutalement arrêtés (Allemagne, Etats-Unis), soit s'estomperont dans les trimestres à venir, privant les exportations françaises d'un soutien de poids.

Stimulée à nouveau par la demande mondiale mais privée des mesures de soutien à l'automobile, la question de la compétitivité des exportations retrouverait une place centrale dans le diagnostic conjoncturel. La forte appréciation récente de l'euro face au dollar ne devrait pas se poursuivre et le taux de change devrait se fixer progressivement à 1,25 dollar pour un euro fin 2010. Mais compte tenu du délai de transmission du taux de change à l'économie réelle, les bénéfices de cette baisse anticipée de l'euro ne se matérialiseront qu'en fin d'année 2010.

L'année 2009 portera les stigmates du fort enlèvement dans la crise qui s'est matérialisé par un effondrement des échanges en début d'année. En moyenne annuelle, les exportations et les importations chuteront de respectivement -10,3 % et -8,5 %, amputant la croissance de plus de 1 point. Pour 2010, nous prévoyons une contribution nulle des échanges extérieurs, avec une reprise de près de 5 % des importations et des exportations.

Encadré : Les primes à la casse

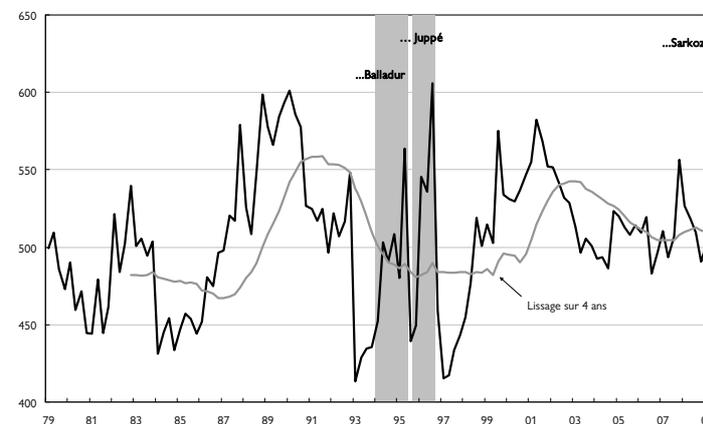
Prévue fin 2008 dans le plan de relance budgétaire, le gouvernement a intégré un dispositif de prime à la casse dans le Pacte automobile lancé en février 2009 et devant consacrer plus de 9 milliards d'euros pour venir en aide aux constructeurs automobiles français⁸. Le dispositif prévoit le versement d'une prime de 1 000 euros pour tout achat, avant le 31/12/2009 d'un véhicule neuf émettant moins de 160 gCO₂/km véhicule en contrepartie de la mise à la casse des véhicules de plus de 10 ans. A l'instar des précédentes primes, mises en place sous les gouvernements Balladur puis Juppé en 1994 et 1996, la mise en place du dispositif à compter du mois de mars 2009 a permis de relancer les immatriculations de voiture en France (graphique E1) dès le mois mars et surtout à partir de mai. Cependant, même si le gouvernement envisage une sortie progressive avec le maintien d'une prime de 700

euros après le 1^{er} janvier 2010 puis de 400 euros à partir du 1^{er} juillet 2010, il est probable que les constructeurs subissent le contrecoup de ce dispositif. En effet, indépendamment de l'échéance de la prime, on peut imaginer que les mesures s'épuiseront d'elles-mêmes puisqu'elles ont permis à de nombreux ménages de profiter d'un effet d'aubaine et d'anticiper leur projet. Au fur et à mesure que le stock de voitures éligibles au dispositif est épuisé, son renouvellement est sans doute insuffisant pour continuer à doper significativement la demande. De fait, sur les précédentes expériences, l'évolution en moyenne mobile des immatriculations ne fait pas apparaître un effet très positif des primes à la casse. La prime Fillon aura soutenu un temps les constructeurs automobiles mais ne devrait pas à elle seule permettre une relance durable de l'industrie automobile.

Cependant, comparativement aux expériences précédentes du milieu des années 1990, plusieurs pays européens ont également adopté des dispositifs similaires afin de soutenir la consommation et/ou les constructeurs automobiles domestiques. Sur le principe, les dispositifs se ressemblent et se distinguent soit par le montant de la prime allouée, soit par la durée du dispositif, déjà épuisé par exemple en Allemagne et prévue jusqu'en mars 2010 en Italie (tableau E1). Dans tous ces pays, les primes à la casse ont permis d'enrayer le déclin des ventes de voitures. Elles ont de plus exercé un effet d'entraînement sur les autres pays et notamment sur la France dont les constructeurs ont bénéficié d'une demande accrue, expliquant alors le rebond observé des exportations de l'industrie automobile au deuxième trimestre 2008. Néanmoins, de même que pour la consommation, l'épuisement progressif des dispositifs, entraînerait un fléchissement des exportations de voitures françaises. Il faut alors espérer que le second volet du Pacte, tourné vers le financement, des constructeurs qui s'engageront vers la production de véhicules propres, portera ses fruits et répondra à une attente croissante des consommateurs européens.

E1. Immatriculations et prime à la casse sous ...

En milliers



⁸ Voir OFCE-DRIC (2009) : « Mérites et limites du Pacte automobile », *Lettre de l'OFCE*, n° 308.

Tableau E1 : Prime à la casse et nombre de véhicules de tourisme exportés vers les 5 principaux clients

Taux de croissance trimestriel en %

	Taux de croissance trimestriel en %			Primes à la casse		
	2008 t4	2009 t1	2009 t2	Entrée en vigueur	Montant en €	Date d'arrêt
France				Janvier 2009	1 000	Décembre 2009*
Allemagne	-11,0	16,2	51,1	Janvier 2009	2 500	Septembre 2009
Espagne	-33,1	-6,3	59,0	Juin 2009	2 000	Mai 2010
Italie	25,1	2,3	11,6	Février 2009	1 500	Mars 2010
Royaume-	-53,7	50,5	-3,3	Mai 2009	2 250	Février 2010
Belgique	-16,5	1,3	-14,6		Non	

* Une sortie progressive de ce dispositif est envisagée. La prime s'élèverait à 700 euros à compter du 1^{er} janvier 2010 et à 400 euros à partir du 1^{er} juillet 2010.

Sources : Douanes, Données nationales.

Un octroi de crédit qui se resserre...

Le crédit ne constituera pas non plus un relais efficace pour pérenniser la croissance. Si dans notre scénario central la crise financière ne dégénère pas en crise systémique ni même en credit crunch, son impact sur l'activité française sera primordial en 2009 et 2010.

La grande lenteur de la normalisation du marché interbancaire, conjuguée à une hausse du risque de défaut, conforte les banques dans leur stratégie de durcissement des conditions d'accès au crédit. Cette stratégie adoptée dans un contexte de dégradation des profits, d'un surplus record de capacités de production et d'un fort endettement des entreprises, devrait inciter ces dernières à freiner leurs investissements.

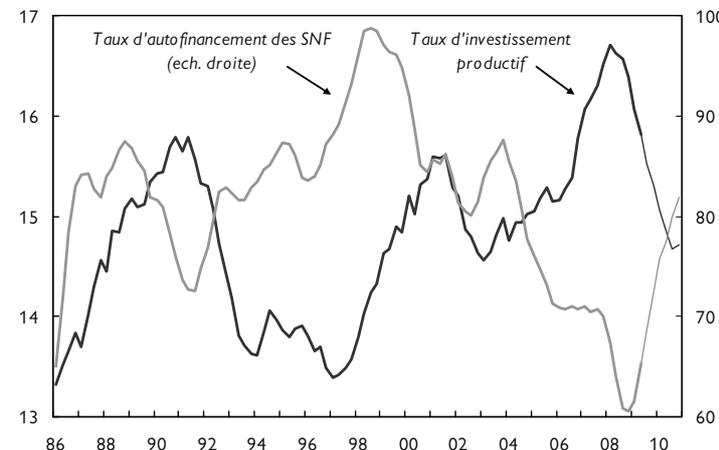
... incitant à la poursuite du désendettement des agents privés

Le surplus de capacités de production se traduira par un report ou une annulation massive des projets d'investissement.

8. Taux d'investissement* et d'autofinancement** des SNF

En %, mm4

En %, mm4



* Investissement des SNF / Valeur ajoutée des SNF

** Epargne des SNF / Investissement des SNF

Sources : INSEE, comptes trimestriels, OFCE, e-mod.fr de 2009 à 2010.

La formation brute de capital fixe (FBCF) des sociétés non financières (SNF) devrait baisser de près de 12 % au cours de la période 2009-2010, après avoir augmenté de 7,3 % en 2007 et de 2,4 % en 2008, recul trois fois supérieur à celui observé à la suite de l'éclatement de la bulle Internet au début des années 2000 (graphique 8). Cette baisse de l'investissement, corolaire du désendettement, permettra une remontée du taux d'autofinancement des entreprises de près de 20 points à l'horizon de notre prévision (graphique 8).

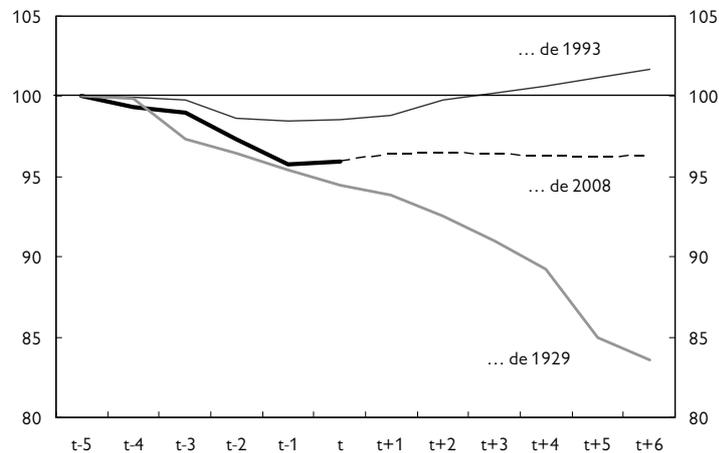
Le retournement de l'immobilier français, entamé en fin d'année 2008, devrait se poursuivre. Le prix de l'immobilier dans l'hexagone connaîtrait une correction significative d'ici à la fin 2010 (-17 %), permettant aux rendements locatifs de combler l'écart enregistré depuis 2006 avec les rendements obligataires. Ce retournement ferait baisser l'investissement des ménages de -7,9 % en 2009 et de -4,5 % en 2010.

Les politiques économiques seront moins accommodantes

S'il est probable, comme nous l'envisageons dans notre scénario, que la politique de taux de la BCE demeure accommodante tant que la solidité de la reprise économique en Europe n'est pas retrouvée, l'impulsion budgétaire fortement expansionniste en 2009 (1,8 point de PIB) ferait place à une impulsion légèrement négative en 2010 (-0,4 point de PIB).

9. Evolutions comparées du PIB par tête pendant les crises...

Indice 100 en t-5



Source : Comptabilité nationale, P. Villa, calculs et prévisions OFCE.

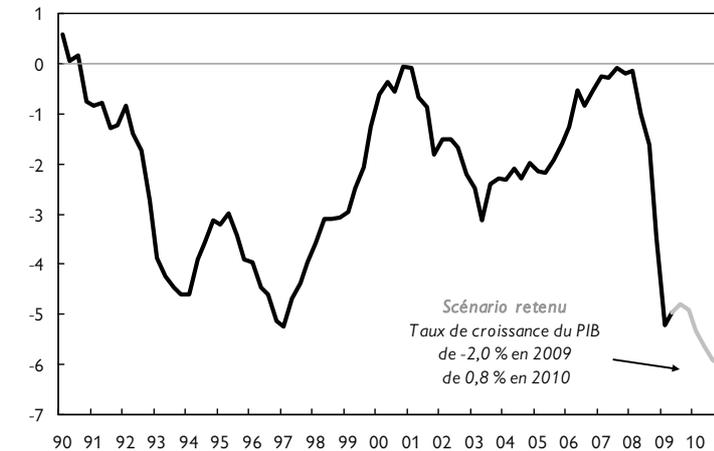
Au total, l'économie française en 2009 devrait connaître sa plus forte récession depuis les années 1930 (-2,1 % en moyenne annuelle, tableau 1).

Au cours de l'année 2010, l'activité devrait croître de nouveau (0,8 % en moyenne annuelle) mais à un rythme très faible, insuffisant pour parler de reprise (graphique 9).

S'établissant à un niveau très inférieur à son potentiel (1,6 %), la croissance attendue non seulement ne permettra pas à l'économie française de combler le retard de production accumulé depuis 2008, mais au contraire l'accroîtra à l'horizon 2010 (graphique 10).

10. Ecart de production en France

Ecart en % entre la production effective et la production potentielle



Sources : INSEE, comptes trimestriels, OFCE, e-mod.fr de 2009 à 2010.

Chômage élevé et diminution de la marge de manœuvre de l'Etat

Le taux de chômage poursuivra sa hausse entamée et atteindra 9,5 % fin 2009 et 10,6 % fin 2010, contre 7,8 % fin 2008. De son côté, le déficit public devrait s'établir respectivement à 8,3 % et 8,7 % en 2009 et 2010 portant la dette publique à 78,2 % du PIB en 2009 et 84,4 % en 2010 contre en 68,1 % en 2008 (tableau 4).

Tableau 4. Résumé de la prévision pour 2009 et 2010

En %, moyenne annuelle	2006	2007	2008	2009	2010
Taux de croissance du PIB	2.4	2.3	0.3	-2.1	0.8
Importations	5.9	5.4	0.6	-8.5	4.9
Consommation des ménages	2.6	2.4	0.9	0.5	0.6
Consommation des administrations	1.3	1.5	1.1	1.5	1.5
Investissement total	4.4	6.5	0.4	-6.6	-3.4
Exportations	5.0	2.5	-0.6	-10.3	5.3
<i>Contribution à la croissance</i>					
Demande intérieure hors stocks	2.7	3.0	0.9	-0.8	0.0
Variations de stocks	0.0	0.2	-0.1	-1.1	0.8
Solde extérieur	-0.4	-0.9	-0.4	-0.3	0.0
Taux de croissance du PIB de la zone euro	3.0	2.7	0.7	-3.8	0.8
<i>Autres indicateurs</i>					
Inflation (IPC)	1.7	1.5	2.8	0.2	1.5
Taux d'épargne (en % du RdB)	15.1	15.8	15.6	16.4	16.6
Taux de chômage	8.8	8.0	7.4	9.1	10.2
Solde public (en point de PIB)	-2.4	-2.7	-3.4	-8.3	-8.7

Sources : INSEE, comptes trimestriels ; OFCE, prévision *e-mod.fr* pour 2009 et 2010.

Nos prévisions pour l'économie française à l'horizon 2010 seraient toutefois légèrement moins négatives que celles envisagées pour ses principaux partenaires (tableaux 4 et 5 et graphique 8).

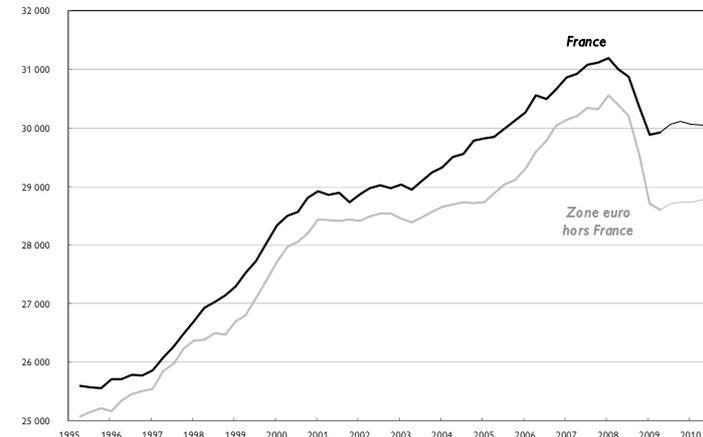
La France a mieux résisté que ses principaux partenaires européens

La période qui a précédé la crise (2006-2008) se caractérise par des performances françaises inférieures, pour la première fois depuis la mise en place de la monnaie unique, à celles enregistrées dans le reste de la zone euro (tableau 5). Cette meilleure performance de nos partenaires européens s'explique pour une grande partie par la stratégie allemande de désinflation compétitive engagée depuis le début des années 2000⁹. En augmentant la taxation des biens importés et en améliorant la compétitivité-coûts des entreprises allemandes, cette politique non coopérative, s'apparente à une dévaluation réelle qui a pesé sur l'ensemble des économies européennes. Elle vise au renforcement des gains de parts de marché de l'Allemagne au détriment des autres grands pays européens et notamment de la France. Cette politique non coopérative a coûté plus d'1 point de croissance à l'économie française au cours de cette période (graphique 11).

⁹ Pour plus détails, se référer à Heyer, Montperrus-Veroni et Timbeau (2006) : « De la TVA sociale à la désinflation compétitive » in *L'économie française 2007*, coll. Repères, La Découverte.

11. Evolution du PIB par tête en France et chez ses partenaires européens

En PPA 2005



Sources : Eurostat, INSEE, comptes trimestriels, prévisions OFCE à partir du troisième trimestre 2009.

Mais depuis le début de la crise, l'économie française a mieux résisté que ses principaux partenaires. Alors que la richesse par tête en parité de pouvoir d'achat a baissé de 4 % en France, celle-ci a connu une chute de plus de 6 % en moyenne dans les autres pays de la zone euro (6,1 % en Allemagne, 7,3 % en Italie, 5,4 % en Espagne, tableau 5)¹⁰.

Une moindre exposition extérieure, des stabilisateurs automatiques plus développés, des agents privés moins endettés, des effets de richesses financière et immobilière moins négatifs ainsi qu'un marché du travail plus protecteur expliquent en grande partie la meilleure résistance ainsi que des perspectives d'activité moins dégradées en France que chez ses principaux partenaires européens (tableau 5)¹¹.

¹⁰ La baisse est également plus forte au Royaume-Uni (6,2 %), aux Etats-Unis (4,7 %) et au Japon (7,5 %).

¹¹ Pour plus de détails, se référer à : « France : la mer se retire », *Revue de l'OFCE*, n°109, avril.

Tableau 5. Pourquoi la France résiste-t-elle mieux que ses partenaires ?

	All	Ita	Esp	RU	EU	Jap
Exposition extérieure	----	--	-	0	++	---
Dépenses sociales	--	--	-	--	--	--
Plan de relance	+	-	++	+	++++	++
Bulle immobilière	+	0	--	--	--	0
Effet de richesse financière	0	0	0	--	---	-
Marché du travail	+	0	--	0	-	0
Différentiel d'Ouput gap avec la France						
2008-2009t2	-2,4	-2,7	-1,3	-2,5	-0,8	-3,7
2008-2010	-0,9	-2,6	-2,1	-2,3	0,5	-2,1

Lecture du tableau : Un signe '-' (respectivement '+') indique que ce critère a un impact plus (respectivement 'moins') récessif dans le pays considéré qu'en France.

Sources : Eurostat, OCDE, comptes nationaux, calculs et prévisions OFCE.

III. Présentation des résultats macro-économiques à moyen terme (2011-2012)

III.1. Le scénario central

L'évolution du PIB et de ses principales composantes est décrite dans le tableau 6 ci-dessous :

6 - Evolution du PIB et de ses principales composantes 2006-2012											
En %	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	89-99	99-00	09-12	
PIB en volume	2.4	2.3	0.3	-2.1	0.8	1.8	1.8	1.8	1.5	1.5	
Importations	5.9	5.4	0.6	-8.4	4.9	2.9	2.8	4.5	4.2	3.5	
Consommation des ménages	2.6	2.4	0.9	0.5	0.6	1.1	1.1	1.4	2.5	1.0	
FBCF des SNF-EI	4.7	8.6	2.4	-7.6	-4.6	4.7	4.9	1.6	2.0	1.7	
Exportations	5.0	2.5	-0.5	-10.3	5.3	3.4	3.3	5.8	2.3	4.0	
<i>Contributions</i>											
Demande intérieure hors stocks	2.8	3.1	0.9	-0.8	0.0	1.8	1.8	1.6	2.2	1.2	
Solde extérieur	-0.4	-0.9	-0.3	-0.3	0.0	0.0	0.0	0.3	-0.6	0.0	
Variations de stocks	0.0	0.1	-0.3	-1.1	0.8	0.0	0.0	0.0	-0.3	0.3	
Déficit public (en % du PIB)	-2.4	-2.7	-3.4	-8.3	-8.7	-8.7	-8.7				
Impulsion budgétaire	-0.7	0.3	0.1	1.7	-0.4	0.0	0.0				
Dette public (en % du PIB)	63.7	63.8	68.0	78.2	84.4	87.4	92.0				

Sources : INSEE, prévisions OFCE.

A moyen terme (2011-2012), il est supposé que la croissance se stabilise sur son potentiel. Dans ce scénario, nous supposons que la productivité du travail s'établit à son niveau tendanciel (1,7 % en rythme annuel) alors que la population active progresserait d'environ 0,1 % au cours de ces deux années. La croissance potentielle s'élèverait alors à 1,8 %.

Le tableau 6 reprend pour référence les moyennes constatées sur les cycles précédents : 1989-99 et 1999-2009. On constate que le scénario de croissance à moyen terme est très proche de celui observé au cours des années 90 et proche, même si supérieur, de celui qui a prévalu au cours des dix dernières années.

III.2. Le scénario « alternatif »

Dans ce scénario, la croissance est identique mais la productivité du travail est moins élevée. Nous supposons un rythme de progression de la productivité conforme aux évolutions de celle-ci au cours de 7 dernières années (1 % par an).

6bis - Evolution du PIB et de ses principales composantes 2006-2012

En %	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	89- 00	99- 00	09- 12
PIB en volume	2.4	2.3	0.3	-2.1	0.8	1.8	1.8	1.8	1.5	1.5
Importations	5.9	5.4	0.6	-8.4	4.9	3.2	3.3	4.5	4.2	3.5
Consommation des ménages	2.6	2.4	0.9	0.5	0.6	1.1	1.2	1.4	2.5	1.0
FBCF des SNF-EI	4.7	8.6	2.4	-8.0	-4.6	5.0	4.9	1.6	2.0	1.7
Exportations	5.0	2.5	-0.5	-10.3	5.3	3.6	3.7	5.8	2.3	4.0
<i>Contributions</i>										
Demande intérieure hors stocks	2.8	3.1	0.9	-0.8	0.0	1.8	1.8	1.6	2.2	1.2
Solde extérieur	-0.4	-0.9	-0.3	-0.3	0.0	0.0	0.0	0.3	-0.6	0.0
Variations de stocks	0.0	0.1	-0.3	-1.1	0.8	0.0	0.0	0.0	-0.3	0.3
Déficit public (en % du PIB)	-2.4	-2.7	-3.4	-8.3	-8.7	-8.7	-8.7			
Impulsion budgétaire	-0.7	0.3	0.1	1.7	-0.4	0.0	0.0			
Dette public (en % du PIB)	63.7	63.8	68.0	78.2	84.4	87.4	92.0			

Sources : INSEE, prévisions OFCE.

A. Les ménages et les entreprises.

Comme les salaires progressent au même rythme que la productivité dans les deux scénarios, l'écart d'activité par rapport à la croissance potentielle ne demande pas un effort plus important aux agents privés : le taux d'épargne ainsi que le taux d'investissement sont identiques dans les deux scénarios.

A.1. Scénario central

Le RDB porte, dans ce scénario, la marque de la faiblesse des prestations sociales inscrite dans la programmation pluriannuelle des finances publiques.

7 - Principales caractéristiques de l'évolution du compte des ménages

En volume, en %	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	87- 97	97- 07	07- 12
Revenu disponible brut	3.1	4.0	1.9	2.0	2.5	1.2	1.2	1.8	2.7	1.8
Salaire réel	1.8	1.7	0.7	0.4	-0.7	1.7	1.7	1.5	1.9	0.8
Prestations sociales	2.7	2.3	1.8	4.4	3.2	2.8	2.2	2.6	2.7	2.9
Consommation des ménages	2.6	2.4	0.9	0.5	0.6	1.1	1.1	1.4	2.5	0.8
Taux d'épargne des ménages	15.0	15.5	15.3	16.5	16.7	16.7	16.7	14.8	15.7	16.4

Sources : INSEE, prévisions OFCE.

Dans ces scénarios, une croissance de l'activité de 1,8 % annuelle nécessite un soutien de la part des entreprises. La croissance de l'investissement devrait être soutenue notamment au cours des deux premières années (2011-2012). Cela se traduit par une hausse sensible du taux d'investissement (0,5 point chaque année), qui atteindrait 18,4 % de la valeur ajoutée en 2012, niveau proche de celui observé en moyenne au cours des 10 dernières années.

8 - Principales caractéristiques du compte des entreprises

En volume, en %	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	87- 97	97- 07	07- 12
Taux d'investissement	18.5	19.4	19.8	18.6	17.4	17.9	18.4	17.4	18.4	18.4
Investissement	4.7	8.6	2.4	-7.6	-4.6	4.7	4.9	1.6	2.0	0.0
Taux d'autofinancement	67.8	60.7	60.7	74.9	85.1	88.3	89.5	85.9	72.7	79.7
Taux de marge	37.9	38.1	37.6	37.0	38.8	38.9	38.8	38.9	37.8	38.2

Sources : INSEE, prévisions OFCE.

A.2. Scénario « alternatif »

Dans ce scénario, la plus faible croissance de la productivité du travail permet de plus fortes créations d'emplois qui soutiennent le revenu des ménages en compensant la plus faible progression des salaires. La consommation des ménages croît à un rythme identique à celui anticipé dans le scénario central. L'effort demandé aux ménages est identique dans les deux scénarios (graphique 12).

7bis - Principales caractéristiques de l'évolution du compte des ménages

En volume, en %	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	87- 97	97- 07	07- 12
Revenu disponible brut	3.1	4.0	1.9	2.0	2.5	1.2	1.2	1.8	2.7	1.8
Salaire réel	1.8	1.7	0.7	0.4	-0.7	1.0	1.0	1.5	1.9	0.5
Prestations sociales	2.7	2.3	1.8	4.4	3.2	2.4	1.5	2.6	2.7	2.7
Consommation des ménages	2.6	2.4	0.9	0.5	0.6	1.1	1.2	1.4	2.5	0.9
Taux d'épargne des ménages	15.0	15.5	15.3	16.5	16.7	16.7	16.7	14.8	15.7	16.4

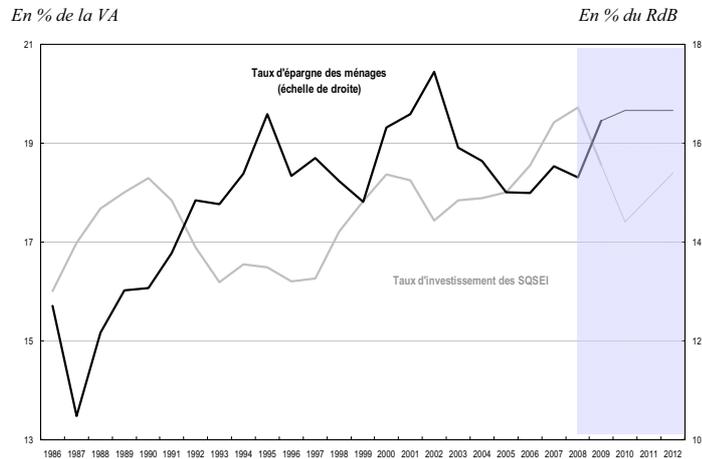
Sources : INSEE, prévisions OFCE.

8bis - Principales caractéristiques du compte des entreprises

En volume, en %	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	87- 97	97- 07	07- 12
Taux d'investissement	18.5	19.4	19.7	18.6	17.4	17.9	18.4	17.4	18.4	18.4
Investissement	4.7	8.6	2.4	-7.6	-4.6	5.0	4.9	1.6	2.0	0.0
Taux d'autofinancement	67.8	60.7	55.0	74.9	85.1	86.1	87.3	85.9	72.7	77.7
Taux de marge	37.9	38.1	37.6	37.0	38.8	38.8	38.8	38.9	37.8	38.2

Sources : INSEE, prévisions OFCE.

12. Taux d'épargne des ménages et taux d'investissement des SQSEI



Sources : INSEE, prévisions OFCE.

B. l'emploi et le chômage

Au premier semestre 2009, la dégradation du marché du travail à l'œuvre depuis début 2008 a encore connu une accélération brutale, avec 250 000 destructions d'emplois, contre 80 000 au cours du semestre précédent. Cette dégradation sans précédent s'explique par l'effondrement de l'emploi dans le secteur marchand (280 000 destructions d'emplois). En revanche, les suppressions d'emplois aidés dans le secteur non marchand se sont interrompues après avoir pesé sur l'emploi en 2007 et 2008. L'emploi aidé non marchand est demeuré à peu près stable au premier semestre 2009. Le taux de chômage, qui était remonté de 7,1 % à 7,8 % au cours des trois derniers trimestres de 2008, a connu un bond de 1,3 point en deux trimestres, et atteint aujourd'hui 9,1 % (soit 385 000 chômeurs supplémentaires).

Après s'être effondrée de plus de 3 % en l'espace d'un an, la productivité marchande a connu un rebond au deuxième trimestre, mais insuffisant pour combler le retard accumulé depuis le début de la crise : le cycle de productivité reste extrêmement dégradé. Nous anticipons donc la poursuite de la phase ascendante du cycle de productivité, qui pèsera sur l'emploi à l'horizon de notre prévision, compensant l'effet bénéfique du rebond technique du second semestre 2009. Croissance molle et productivité dynamique contribueront à la poursuite de la dégradation du marché du travail en 2010, et les destructions d'emplois d'élèveront à 350 000 en 2009 et 280 000 en 2010. L'impact sur le chômage sera atténué par le ralentissement de la population active, mais le nombre de chômeurs atteindra 3 millions fin 2010, soit un taux de chômage de 10,6%.

B.1. Scénario central

Retenant 1,7 % comme hypothèse de progression annuelle de la productivité du travail et une progression de la population active de 0.1% par an, la croissance permettrait de créer suffisamment d'emplois (36 000 en moyenne annuelle) pour absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail et donc de stabiliser le chômage. Ce dernier s'établirait à 10,4 % en 2012.

9 – Emploi et Chômage										
Variations	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	87-97	97-07	07-12
Emploi total (milliers)	293	338	-27	-350	-259	46	47	101	171	-109
Emploi salarié (milliers)	200	263	-88	-421	-282	36	37	182	170	-144
Population active (en %)	0.4	0.3	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.4	0.5	0.1
Taux de chômage (BIT)	8.8	8.0	7.4	9.1	10.2	10.4	10.4	9.6	8.5	9.5

Sources : INSEE, prévisions OFCE.

B.2. Scénario « alternatif »

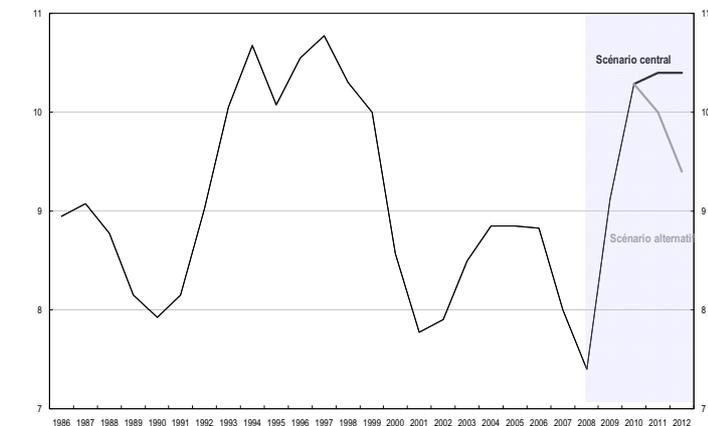
La plus faible croissance de la productivité à croissance identique permet de plus fortes créations d'emplois dans ce scénario que dans le compte central. Le taux de chômage reprendrait sa tendance baissière pour atteindre 9,4 % en 2012.

9bis – Emploi et Chômage										
Variations	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	87-97	97-07	07-12
Emploi total (milliers)	293	338	-27	-350	-259	202	195	101	171	-48
Emploi salarié (milliers)	200	263	-88	-421	-282	177	171	182	170	-89
Population active (en %)	0.4	0.3	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.4	0.5	0.1
Taux de chômage (BIT)	8.8	8.0	7.4	9.1	10.3	10.0	9.4	9.6	8.5	9.2

Sources : INSEE, prévisions OFCE.

13. Taux de chômage dans les deux scénarios

En % de la population active



Sources : INSEE, prévisions OFCE.

C. Les prix

Depuis deux ans, l'inflation enregistre des évolutions pour le moins spectaculaires, tant à la hausse qu'à la baisse. Entamée à la fin de 2007, sous l'effet de la hausse des matières premières énergétiques et alimentaires, la flambée des prix s'est achevée à la mi-2008 sur un record sur les vingt dernières années à 3,6 % en juin et juillet. Le retournement en baisse de l'inflation à partir d'août 2008 a été tout aussi intense que son regain. En mai 2009, le glissement annuel des prix est devenu négatif, pour le rester encore en août, -0,2 %, après un probable point bas à -0,7 % en juillet.

Les composantes de l'indice liées aux matières premières sont à l'origine de ces embardées, répercutant la décrue du prix du pétrole, et dans une moindre mesure celle des matières premières alimentaires. Ayant perdu la moitié de sa valeur en un an, de 135 dollars le baril en juillet 2008 à 65 en juillet 2009, le pétrole est à l'origine d'un recul de l'indice du prix de l'énergie de 18 % sur la même période, contribuant à l'évolution de l'indice d'ensemble à hauteur de -1,3 point (contre +1,3 en juillet 2008). Au recul des prix des matières premières alimentaires – 25 % sur un an en juillet 2009 – s'est ajouté celui de l'énergie pour accentuer la décrue de l'inflation. L'évolution induite de l'indice des prix des produits alimentaires est devenue négative à partir de juin 2009, ramenant sa contribution à l'indice d'ensemble d'un maximum de 1,1 point en juillet 2008 à -0,2 point en juillet 2009.

A ce stade, le recul de l'inflation ne doit pas être vu comme l'enclenchement d'un processus déflationniste selon lequel s'instaurerait un régime prolongé de recul des prix. L'inflation hors énergie et hors alimentation reste largement positive, et même si les prix des produits manufacturés se sont quasiment stabilisés dans la première moitié de 2009, la trajectoire de l'indice du prix des services est restée conforme à son sentier de croissance d'environ 2,5 % l'an en vigueur depuis 5 ans.

La phase de recul de l'inflation liée aux matières premières est désormais arrivée à son terme. Les perspectives de rebond, même modéré, de l'économie mondiale dans la seconde moitié de 2009 sous-tendent un regain de tensions sur les marchés des matières premières. En s'établissant à 80 dollars le baril à l'horizon de la fin 2010, contre 59 en moyenne au deuxième trimestre 2009, le pétrole contribuera à nouveau positivement à l'évolution de l'indice des prix. Bien que moins marquée, la reprise de la hausse des prix alimentaires, au rythme tendanciel de 1,7 % l'an, s'ajoutera à celle des prix l'énergie.

Les autres composantes de l'indice des prix, les services et les produits manufacturés, devraient observer, d'ici à la fin 2010, une évolution bien moins heurtée. En 2009 et jusqu'à la mi-2010, l'explosion du chômage et le relâchement induit des tensions sur le marché du travail seront à l'origine d'un infléchissement de la progression des prix dans les services qui devrait passer sous son rythme tendanciel pour s'établir sous 2 % en 2010. Quant aux produits manufacturés, le double effet du repli des prix des biens importés – lié au ralentissement du commerce mondial – et de l'allègement des coûts intermédiaires – induit par le recul des prix de l'énergie – devrait prendre fin. En conséquence, les évolutions annuelles ne témoigneront pas du creux conjoncturel de la première moitié de 2009.

La poussée désinflationniste en cours dans l'économie française est un puissant amortisseur des effets de la récession sur la situation des ménages. Le choc inflationniste a profondément entamé le pouvoir d'achat des salaires individuels durant la première moitié de 2008. En ralentissement sensible au fur et à mesure que l'inflation s'élevait dans la seconde moitié de 2007, le salaire moyen mesuré par l'enquête sur l'Activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (ACEMO), réalisée par le ministère du Travail, a fini par se contracter en termes réels durant les deux premiers trimestres 2008, quand la progression des prix d'une année sur l'autre culminait à 3,5 % et que le salaire nominal, malgré une amorce d'accélération, plafonnait à 3,1 %.

Les salaires nominaux ne sont pas restés inertes durant la phase d'accélération de l'inflation, mais leur réponse au choc inflationniste n'a été que très partielle. Au final, cette sagesse des salaires a prémuni l'économie française de l'apparition d'un effet de second tour du choc pétrolier, par lequel les salariés réclament – et obtiennent – des hausses de rémunération pour contrecarrer les pertes de pouvoir d'achat, ce qui en retour alimente l'inflation par les coûts salariaux. Ce phénomène, qui en son temps s'était enclenché lors des précédents chocs pétroliers, ne s'est cette fois pas produit, probablement parce que la résurgence de l'inflation n'a été que temporaire.

En effet, le ralentissement de la hausse des prix à partir du troisième trimestre 2008 a restauré la progression du salaire réel, malgré la nette décélération du salaire nominal sur lequel pèse durement la dégradation du marché du travail. A la mi-2009, le salaire individuel nominal évolue sous son étiaje de 2007, mais le salaire réel a retrouvé un rythme de progression très supérieur, compte tenu de l'ampleur de la désinflation qui a porté la variation des prix bien en-dessous de son niveau de 2007.

Les salaires individuels réels progresseront donc vivement en moyenne annuelle en 2009. Compte tenu du ralentissement acquis dans la première moitié de cette année, le salaire nominal s'infléchira de 2,9 % en 2008 à 1,9 % en 2009, quand dans le même temps l'inflation en moyenne annuelle se repliera de 2,8 % en 2008 à 0 en 2009, libérant alors une marge de progression du pouvoir d'achat du salaire réel d'environ 2 %.

Ce regain de pouvoir d'achat des salaires individuels en 2009 apparaît particulièrement bienvenu au vu de la dépression que traverse le marché du travail. La contraction de l'emploi total de -1,1 % en 2009 sous-tendait en effet un effondrement de la masse salariale dans la même mesure à salaire réel inchangé. Finalement, la masse salariale réelle progressera encore cette année (+0,4 %), à un rythme voisin de celui de 2008 (+0,5 %). L'apparente insensibilité des revenus du travail à une récession dont l'ampleur est inégalée dans la période contemporaine a permis de prémunir l'économie française de l'enclenchement d'une spirale dépressive où la contraction des revenus d'activité se serait résolue en une baisse drastique de la consommation, avec des effets multiplicateurs particulièrement destructeurs. Mais il ne s'agit ici que d'un effet de lissage du revenu induit par la désinflation. En 2008, la hausse des prix de 2,8 %, dont la désinflation en 2009 n'est que le pendant, a au contraire lourdement grevé la progression nominale des salaires (3,3 %). Au total, les gains moyens annuels de pouvoir d'achat de la masse salariale, 0,5/0,4 %, restent très faibles depuis deux ans, cinq fois inférieurs à leur tendance longue, 2,3 %.

La fin du mouvement de désinflation en 2010 marque d'ailleurs l'arrêt de cette contribution mécanique au pouvoir d'achat des salaires. Les salaires individuels réels progresseront très faiblement, +0,8 % en 2010, amputés par le regain d'inflation, +1,6 %. L'effet des pertes d'emploi en 2010 (-1,1 %) sur la masse salariale ne sera ainsi plus compensé par la progression des salaires individuels en termes réels. Les revenus d'activité se contracteront donc de -0,7 % l'année prochaine. Au total, la masse salariale aura quasiment stagné entre 2008 et 2010. C'est dire l'intensité du freinage subi par les revenus d'activité depuis l'éclatement de la crise. A cette déprime s'ajoutera la faiblesse attendue des revenus provenant des loyers, mis à mal par le retournement du marché immobilier, et de l'excédent brut d'exploitation des entreprises individuelles qui devrait renouer avec la baisse.

Les revenus de transfert et la fiscalité joueront leur rôle traditionnel de stabilisateur de l'évolution du revenu. La dégradation du marché du travail aura pour contrepartie un fort dynamisme de l'indemnisation chômage qui atténuera l'effet des destructions d'emploi sur les revenus, tandis que le montant de l'impôt sur le revenu cessera quasiment de croître en 2009 et se contractera en 2010 du fait du rétrécissement de la base imposable.

Comme en 2008, la politique fiscale du gouvernement Fillon aura un impact net significatif sur le revenu des ménages en 2009¹². D'un côté, les ménages profiteront d'allègements de fiscalité en raison de la montée du paquet fiscal (+1,8 milliard) et du contrecoup des mesures de prélèvements fiscaux et sociaux sur les dividendes décidées en 2008 (+2,1 milliards). De l'autre, la création d'une taxe sur les revenus du patrimoine pour financer le Revenu de solidarité active et la réduction des avantages fiscaux sur les biocarburants augmenteront les prélèvements sur les ménages de 1,9 milliard. Au total, le solde de ces différentes mesures restera largement positif pour les ménages, à hauteur de 2 milliards. Si l'on y adjoint le dispositif à destination des classes moyennes touchées par la crise, annoncé par le chef de l'Etat lors du sommet social du 18 février 2009, notamment la baisse de l'impôt sur le revenu pour un montant de l'ordre de 1 milliard, c'est environ 3 milliards qui seront rendus aux ménages en 2009 par la voie de la fiscalité, soit environ 0,2 point de revenu disponible brut en plus.

C.1. Scénario central et scénario alternatif

Les progressions du salaire horaire réel et de la productivité par tête se suivraient, atteignant progressivement leur croissance de moyen terme de 1,7 % par an dans le compte central et 1,0 dans le scénario « alternatif ».

¹² Pour une analyse détaillée des finances publiques en 2009 et de leur impact sur le revenu des ménages, voir : M. Plane, « Finances publiques 2009 : aux grands maux, les grands remèdes », *Lettre de l'OFCE*, n° 306, janvier 2009.

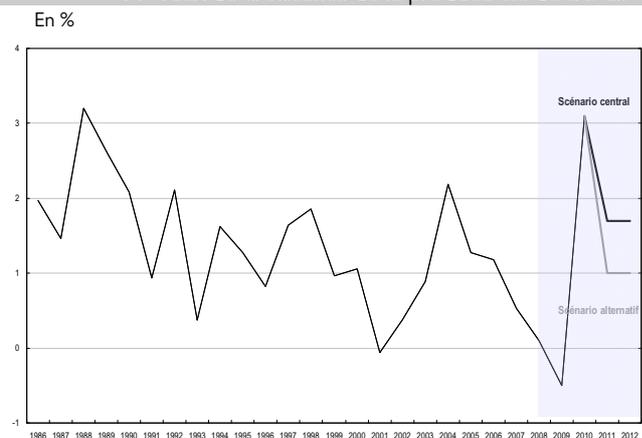
10 – Prix et salaire										
En %	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	87-97	97-07	07-12
Prix à la consommation (IPC)	1.7	1.5	2.8	0.0	1.6	1.7	1.7	1.9	1.8	1.6
Salaire horaire réel	1.7	1.4	2.1	0.8	0.6	1.7	1.7	1.5	1.9	1.4
Productivité par tête	1.2	0.5	0.1	-0.5	3.1	1.7	1.7	1.4	0.7	1.2

Sources : INSEE, prévisions OFCE.

10bis – Prix et salaire										
En %	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	87-97	97-07	07-12
Prix à la consommation (IPC)	1.7	1.5	2.8	0.0	1.6	1.6	1.6	1.9	1.8	1.5
Salaire horaire réel	1.7	1.4	2.1	0.8	0.6	1.0	1.0	1.5	1.9	1.1
Productivité par tête	1.2	0.5	0.1	-0.5	3.1	1.0	1.0	1.4	0.7	0.9

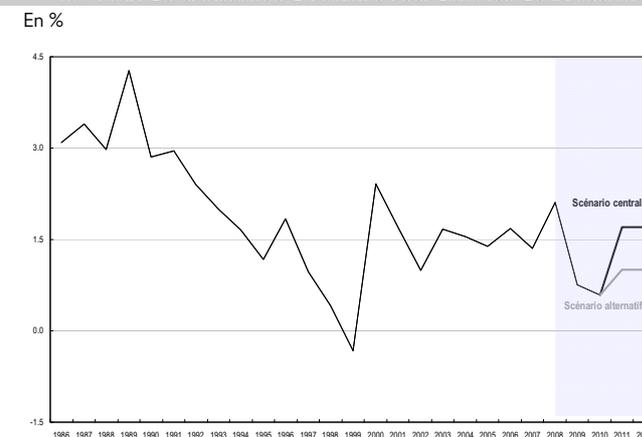
Sources : INSEE, prévisions OFCE.

14. Taux de croissance de la productivité du travail



Sources : INSEE, calculs OFCE.

15. Taux de croissance du salaire réel dans les deux scénarios



Sources : INSEE, calculs OFCE.

D. Les échanges extérieurs

Le commerce extérieur français a subi de plein fouet le choc qui a plongé l'économie mondiale dans la récession en 2008. La crise de confiance conjuguée à la paralysie des circuits de financement a provoqué un ralentissement brutal de la production mondiale et des échanges commerciaux du fait de l'internationalisation des processus de production. En glissement annuel, la baisse, en valeur, des transactions enregistrées par les Douanes a dépassé 20 % au plus fort de la crise, soit un ralentissement bien plus net qu'en 2001 et 1993. La tendance semble s'inverser depuis, comme en témoigne la relative bonne tenue des exportations en volume au deuxième trimestre 2009 (+1 %). Dopés par les primes à la casse instaurées dans plusieurs pays européens, les constructeurs français sont parvenus à enrayer le déclin amplifié depuis le début de la crise et qui faisait porter de lourdes menaces sur leur industrie. Les chiffres publiés en juillet 2009 confirment la tendance puisque les exportations affichent une progression mensuelle de 9 % contre 1 % pour les importations. Sur ce mois, le déficit commercial s'est nettement réduit atteignant 1,3 milliard d'euros ; en cumulé sur 12 mois, il reste néanmoins à un niveau élevé de 48,4 milliards (soit 2,5 % du PIB). Avec le maintien du pétrole entre 70 et 80 dollars le baril et la fin ou l'épuisement progressif des dispositifs de prime à la casse, le commerce extérieur français pourrait à nouveau marquer le pas en début d'année 2010, faisant resurgir le débat autour de la compétitivité des entreprises françaises à l'exportation.

D.1. Scénarios central et alternatif

En l'absence de décalage conjoncturel et en supposant une stabilisation de la compétitivité-prix française, la contribution du commerce extérieur serait nulle dans nos deux scénarios sur l'horizon de l'analyse.

11 - Principales caractéristiques de l'évolution des échanges extérieurs

En %	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	87-97	97-07	07-12
Importations (volume)	5.9	5.4	0.6	-8.5	4.9	2.9	2.8	4.5	4.2	0.5
Exportations (volume)	5.0	2.5	-0.5	-10.3	5.3	3.4	3.3	5.8	2.3	0.2
Demande étrangère	9.2	6.5	6.4	-2.6	6.8	3.5	3.6	6.0	5.6	3.5
Contribution extérieure	-0.4	-0.9	-0.3	-0.3	0.0	0.0	0.0	0.3	-0.6	0.0

Sources : INSEE, prévisions OFCE.

11 bis - Principales caractéristiques de l'évolution des échanges extérieurs

En %	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	87-97	97-07	07-12
Importations (volume)	5.9	5.4	0.6	-8.5	4.9	3.2	3.3	4.5	4.2	0.7
Exportations (volume)	5.0	2.5	-0.5	-10.3	5.3	3.6	3.7	5.8	2.3	0.4
Demande étrangère	9.2	6.5	6.4	-2.6	6.8	3.5	3.6	6.0	5.6	3.5
Contribution extérieure	-0.4	-0.9	-0.3	-0.3	0.0	0.0	0.0	0.3	-0.6	0.0

Sources : INSEE, prévisions OFCE.

Encadré 2 : Situation budgétaire des administrations publiques locales¹³

Malgré la crise et la réforme de la taxe professionnelle, les collectivités locales devraient connaître une faible hausse de leur déficit entre 2008 et 2010, ce dernier devant passer de 8,6 milliards d'euros en 2008 à 10,9 milliards en 2010. Au final, les administrations publiques locales (APUL) ne contribuent que pour 0,1 point de PIB à la hausse de plus de 5 points de PIB du déficit public entre 2008 et 2010. Cette dégradation des finances des collectivités locales est nettement plus faible que pour les autres administrations publiques (APU) (Etat et administrations de sécurité sociale) car, à l'exception de recettes liées aux droits de mutation, les ressources des collectivités locales sont moins sensibles aux évolutions de la conjoncture.

E2 Ressources et dépenses des administrations publiques locales*

En Mds d'euros	2008	2009	2010
Ressources totales dont	212,0	221,1	223,3
Ressources fiscales	112,5	115,5	88,2
Transferts reçus	58,8	64,0	92,2
Autres ressources	40,6	41,5	42,8
Dépenses totales dont	220,6	229,4	234,2
Dépenses de fonctionnement	162,6	169,3	173,3
Dépenses d'investissement	52,9	55,0	55,1
Intérêts	5,2	5,2	5,7
Solde des administrations publiques locales	-8,6	-8,3	-10,9

* y compris réforme de la taxe professionnelle. Sources : Rapport Economique, Social et Financier du PLF 2010, calculs OFCE.

En 2009, les ressources des APUL augmenteraient de 4,3 % alors même que les ressources fiscales des APUL n'augmenteraient que de 2,7 % (contre 4,3 % en 2008) en raison de la baisse des droits de mutation de 2,9 milliards d'euros liés à la chute des transactions immobilières. En revanche, les transferts reçus par les autres APU augmenteraient de près de 9% en 2009, en raison notamment des effets du remboursement anticipé du Fond de Compensation pour la TVA (FCTVA) mis en place dans le cadre du plan de relance et qui représente 3,8 milliards d'euros en 2009. Hors FCTVA, les transferts reçus par les collectivités locales n'augmenteraient que de 3%.

En 2010, les ressources des APUL augmenteraient de seulement 1% mais avec une modification en profondeur de la composition des ressources des APUL en raison de la réforme de la taxe professionnelle. Cette dernière réduirait provisoirement les ressources fiscales des APUL de 32,8 milliards d'euros et augmenterait les transferts reçus de 31,6 milliards car l'Etat percevra l'intégralité de la taxe professionnelle (y compris la taxe foncière) en 2010 et versera aux APUL une dotation neutralisant le coût de la réforme¹⁴. Hors effet de la réforme,

¹³ La plupart des chiffres de ce chapitre sont tirés du Rapport Economique, Social et Financier du Projet de Loi de Finances pour 2010.

¹⁴ A partir de 2011, l'Etat devrait mettre en place un mécanisme de compensation dans lequel les APUL disposeraient de recettes de substitution en complément de dotations budgétaires d'ajustement.

les ressources fiscales des collectivités locales augmenteraient de 4,7 % en 2010, soit 2 points de plus qu'en 2009.

Du côté des dépenses des APUL, celles-ci augmenteraient de 4 % en 2009 (après 3,6 % en 2008) puis ralentiraient à 2,6 % en 2010 en raison du contrecoup du plan de relance. Les effets du plan de relance sont particulièrement visibles sur le profil des dépenses d'investissement qui augmenteraient de 3,9 % en 2009 avant de retomber à 0,3 % en 2010.

Les dépenses de fonctionnement augmenteraient de 4,1 % en 2009 et de 3,2 % en 2010 (hors réforme de la taxe professionnelle qui diminue les frais d'assiette et de recouvrement de 1,3 milliard d'euros) en raison notamment du rythme élevé des dépenses sociales (6,7 % en 2009 et 6,6 % en 2010). Après avoir baissé de 1,8 % en 2008, les dépenses de RMI (RSA de « base » désormais) repartiraient à la hausse en 2009 et 2010 en raison de la dégradation continue du marché du travail. Le RSA de « base » concerne désormais les bénéficiaires de l'allocation parent isolé (API) dont les ressources étaient auparavant financées par l'État. Le versement du RSA de « base » aux bénéficiaires de l'API par les départements constitue une extension de compétence financée par un transfert de TIPP.

En 2009, la masse salariale des APUL resterait relativement dynamique (5,1 %) avant de ralentir à 4,3 % en 2010. Ce ralentissement en 2010 s'explique principalement par la fin des transferts de personnel TOS (techniciens, ouvriers de services exerçant leurs missions dans les collèges et les lycées) et de la diminution des transferts de personnel de la direction départementale de l'équipement (DDE).

Enfin, malgré la hausse de l'endettement en 2009, la baisse des taux d'intérêts en 2009 permettrait de stabiliser la charge d'intérêts des APUL à 5,2 milliards d'euros avant d'augmenter de 8 % en 2010 (0,5 milliard) sous l'effet de l'accroissement de la dette et de la fin de la baisse des taux.

B. Prévision détaillée du marché du travail

II.1 Prévisions de valeur ajoutée

Sur la base des prévisions de court terme de croissance et d'emploi, nous avons élaboré des prévisions sectorielles, pour les 16 postes agrégées de la comptabilité nationale.

Dans les secteurs marchands, les prévisions de valeur ajoutée ont été élaborées, pour l'année 2009, à l'aide des enquêtes de conjoncture sectorielles de l'INSEE. Pour l'année 2010, les prévisions ont été calées à l'aide d'analyses économétriques sur le scénario central présenté dans la première partie du rapport. La modélisation du cycle de la valeur ajoutée dans le secteur des biens d'équipement repose ainsi sur les cycles d'investissement et d'exportations, celui du secteur du bâtiment sur le cycle d'investissement logement, et l'activité dans les secteurs automobile et des biens de consommation s'expliquent par les prévisions de consommation des ménages et du commerce extérieur.

Le tableau 1 montre que tous les secteurs marchands ont été affectés par la baisse d'activité depuis le début de la crise économique –à l'exception des services aux particuliers et immobiliers–, et afficheront une baisse de leur valeur ajoutée pour l'année 2009. L'ensemble des secteurs industriels connaissent les baisses les plus importantes. Le secteur industriel le plus affecté par la crise étant celui de l'automobile dont la valeur ajoutée a baissé de près de 30% en 2009, après une année 2008 déjà jugée catastrophique (-15,3%). Les secteurs des biens intermédiaires et des biens d'équipement ont également été fortement touchés, avec des baisses de VA qui devraient atteindre respectivement 13% et 7,2% en 2009. L'effondrement de l'activité dans ces secteurs industriels a pris fin au 2^{ème} trimestre 2009 avec un retour à la normale de l'activité sans reprise franche. Cette tendance devrait se poursuivre, et tous les secteurs industriels afficheront une évolution positive de leur valeur ajoutée en 2010, à l'exception du secteur des biens d'équipement, fortement dépendant de l'investissement des entreprises qui poursuivra son retournement à l'horizon de notre prévision. Ce regain d'activité sera cependant loin de compenser l'effondrement industriel passé, et la perte de valeur ajoutée ne sera pas comblée à l'horizon de notre prévision de court terme.

Les secteurs des services marchands ont également subi les conséquences de la crise, mais dans une moindre mesure. Tous les services – à l'exception des services immobiliers et des services aux particuliers dont la VA est restée stable – ont connu une baisse d'activité, et la chute de la valeur ajoutée devrait ainsi s'élever à 1,5% dans les services marchands pour l'année 2009. Le secteur du commerce a été particulièrement touché, avec une baisse de la valeur ajoutée de 3% en 2009, et devrait voir son niveau d'activité stagner en 2010, en lien avec la poursuite de la détérioration de la situation du marché du travail qui pèsera encore la consommation des ménages.

Enfin, le secteur du bâtiment a fortement pâti du retournement du marché immobilier, avec une chute de la valeur ajoutée de près de 5% pour l'année 2009. La dégradation se poursuivrait en 2010.

II.2 Prévisions d'emploi

Les prévisions de valeur ajoutée sectorielle nous permettent de déduire une prévision de l'évolution de l'emploi par secteur à court terme.

Pour les secteurs industriels, nous avons reproduit la méthode utilisée pour l'élaboration des prévisions macroéconomiques, et procédé à l'estimation d'équations d'emploi. L'écriture est celle d'un Modèle à Correction d'Erreurs (MCE), estimé en une étape :

$$\Delta \log(Emp_{s,t}) = c + \sum_{i=1}^n \alpha_i \Delta \log(Emp_{s,t-i}) + \sum_{i=0}^n \beta_i \Delta \log(VA_{s,t-i}) + \gamma \left[\log(Emp_{s,t-1}) - \log(VA_{s,t-1}) - \mu * trend - \eta \log(CL_{t-1}) \right] + \vartheta_t$$

où $Emp_{s,t}$ représente l'emploi dans le secteur s à la date t , $VA_{s,t}$ la valeur ajoutée dans le secteur s à la date t , et CL_t le coût du travail réel à la date t .

Globalement entre 2008 et 2010, tous les secteurs économiques connaîtraient une contraction de l'emploi, à l'exception du secteur des services non-marchands. L'ampleur de cette dégradation varie fortement d'un secteur à l'autre.

L'estimation des équations présentées plus haut indique que la dégradation des cycles de productivité observée au niveau macroéconomique se retrouve au niveau des secteurs industriels. En conséquence la détérioration du marché du travail devrait se poursuivre dans l'ensemble des secteurs industriels à l'horizon 2010. Les prévisions d'emploi, synthétisées dans le tableau 12, montrent un repli de l'emploi industriel de 4,3% en 2009, et de 3,7% en 2010. Cette moindre dégradation de l'emploi en 2010 est la conséquence du rétablissement des cycles de productivité.

Suite à l'effondrement de l'activité, les destructions d'emplois sont particulièrement marquées dans le secteur de l'automobile, avec une chute de l'emploi de plus de 25% en l'espace de 3 ans. Cette détérioration du marché du travail demeure cependant en-deçà de la

dégradation de la valeur ajoutée. Ceci s'explique notamment par le recours au chômage partiel, particulièrement développé dans l'industrie automobile. En 2005, le secteur automobile concentrait ainsi 16,5% du total des jours autorisés, alors que le secteur ne représente que 0,8% de l'emploi total. Au total, 260 000 emplois devraient être détruits dans l'industrie entre fin 2008 et fin 2010.

L'emploi du secteur des bâtiments et des travaux publics a été tardivement affecté par la crise, puisqu'il n'a amorcé sa chute qu'au premier trimestre 2009. Outre le décalage habituel entre le retournement conjoncturel et l'ajustement des effectifs par les entreprises, ce chiffre s'explique par le très fort recours à l'intérim dans ce secteur. L'ajustement sur l'emploi s'est donc effectué via la baisse du nombre d'intérimaires dans un premier temps, ce qui apparaît dans les chiffres d'emplois du secteur des services aux entreprises. Depuis le 1^{er} trimestre 2008, plus de 30 000 emplois intérimaires ont ainsi été détruits dans le secteur du bâtiment. La dégradation de l'emploi hors intérim dans le bâtiment et les travaux publics s'est accélérée début 2009, et devrait atteindre 2,7% en 2009. Contrairement aux autres secteurs, la situation conjoncturelle du bâtiment et des travaux publics devrait perdurer avec le retournement du marché immobilier. L'ajustement de l'intérim devrait s'atténuer, et la dégradation d'emploi s'accroîtrait en 2010. Au total, ce secteur perdrait 114 000 emplois sur la période 2008-2010.

Dans les secteurs des services marchands, les équations de productivité utilisées pour le secteur industriel ne peuvent pas être mobilisées pour prévoir l'évolution de l'emploi dans ce secteur. Mais il est possible de construire des prévisions en s'appuyant sur l'analyse de la réactivité de l'emploi dans les services marchands lors des crises précédentes (1993 et 2001). Compte tenu de la faiblesse de l'activité prévue à l'horizon 2010, l'emploi dans les services marchands se contracterait sur toute la période (-1,6% pour 2009), avec comme pour le secteur industriel, une moindre dégradation pour l'année 2010 (-0,7%). Globalement la contraction est beaucoup moins importante dans ce secteur que dans l'industrie ou dans celui des bâtiments et des travaux publics. Parmi les services marchands, les services immobiliers connaîtraient la plus forte dégradation avec une contraction de l'emploi de presque 6% pour l'année 2009 et de 2,3% pour l'année 2010. Sur la période 2008-2010, 189 000 emplois seraient détruits dans le secteur des services marchands. Le gros de l'ajustement de l'intérim ayant eu lieu depuis début 2008, la dégradation de l'emploi dans le secteur des services aux entreprises devrait s'achever fin 2009, pour stagner en 2010, Seuls les services aux particuliers, dont le développement a été très dynamique au cours des dernières années, semblent tirer leur épingle du jeu puisque l'emploi stagnerait dans ce secteur entre 2008 et 2010.

Concernant le secteur des services non-marchands, qui regroupe l'administration, l'éducation, la santé et l'action sociale, l'emploi a continué à croître à sa vitesse de long terme depuis le début de la crise, tendance que nous avons prolongée à l'horizon 2010. 95 000 emplois y seraient créés entre fin 2008 et fin 2010.

	2007	Croissance VA			Croissance Emploi		
		Poids	Evolution en moyenne annuelle En %		Évolution en moyenne annuelle en %		
			2008	2009	2010	2008	2009
les branches	25 773	100	0,7	-2,1	0,8	-0,2	-1,4
Agriculture	852	3,3	2,6	0,8	0,1	-2,3	-1,4
Industries agro-alimentaires	3 410	13,2	-2,3	-8,2	1,3	-1,8	-4,3
Industries manufacturières	554	2,1	-4,1	-1,5	0,0	-0,9	-0,6
Commerce de consommation	2 665	10,3	-2,4	-10,2	1,6	-2,0	-5,4
Commerce automobile	521	2	0,8	-3,3	0,9	-3,3	-4,6
Commerce de détail	203	0,8	-15,3	-28,1	4,9	-6,5	-10,8
Commerce de gros	726	2,8	1,1	-7,2	-2,3	0,3	-5,2
Commerce électronique	1216	4,7	-3,9	-13,0	4,4	-2,2	-5,1
Commerce de services	192	0,7	0,1	-2,3	1,0	-1,0	0,5
Etat et travaux publics	1 770	6,9	0,3	-4,7	-1,6	2,0	-2,7
Travaux publics	21 512	83,5	1,2	-1,0	0,8	0,2	-0,7
Commerce de détail	12 225	47,4	1,4	-1,5	0,7	-0,2	-1,6
Commerce de gros	3 451	13,4	1,1	-3,0	0,1	-0,1	-1,1
Commerce de services	1 117	4,3	1,7	-3,1	1,3	1,0	-1,7
Commerce financier	795	3,1	2,8	-0,8	0,3	0,0	1,5
Commerce immobilier	290	1,1	1,5	1,0	0,6	-1,0	-0,2
Commerce aux entreprises	4 229	16,4	1,4	-2,8	1,4	-1,6	-5,6
Commerce aux particuliers	2 344	9,1	0,0	0,4	-0,2	1,5	-3,5
Non-marchands	7 516	29,2	1,0	1,3	1,6	0,4	0,7

Source : INSEE, comptes trimestriels, prévisions OFCE

II.3 Prévisions de chômage par ancienneté

Afin d'évaluer l'impact du retournement conjoncturel sur le chômage de longue durée et le niveau d'indemnisation du chômage, nous avons élaboré des prévisions de chômage par ancienneté au chômage à horizon 2012, à l'aide d'un modèle entrées-sorties.

Ce modèle s'appuie sur les données mensuelles de demandeurs d'emplois en fin de mois (DEFM) de la DARES, qui fournissent en particuliers les flux d'entrées et de sorties à pôle emploi, ainsi que les stocks de demandeurs d'emploi par ancienneté. Ces données concernent les demandeurs d'emploi en catégories A, B et C et l'ancienneté des demandeurs d'emploi est regroupée en 6 catégories : moins de 3 mois, 3 à 6 mois, 6 à 12 mois, 1 à 2 ans, 2 à 3 ans et 3 ans et plus.

Le modèle entrées-sorties repose sur le scénario central de moyen terme présenté dans la première partie du rapport, à l'aide duquel nous établissons des projections de flux d'entrées et de sorties en catégories A, B et C.

- Les projections de chômage du scénario central portent sur les chômeurs au sens du BIT, dont le champ est proche de celui de la catégorie A, et exclut donc les demandeurs d'emploi en activité réduite compris dans les catégories B et C. Cependant, les données passées indiquent que les variations du nombre de demandeurs d'emploi des différentes catégories présentent de fortes corrélations. On construit une prévision du nombre de demandeurs d'emplois en catégories A, B et C sur la base de ces corrélations et à partir du scénario central de chômage BIT.
- Les flux d'entrées sont également fortement corrélés aux variations du stock de demandeurs d'emploi, ce qui permet d'établir une prévision du nombre d'entrées en catégories A, B et C.
- De la même manière, le taux de sortie du chômage global

$$TS_t = \frac{\text{sorties}_t}{\text{stocks}_{t-1}}$$

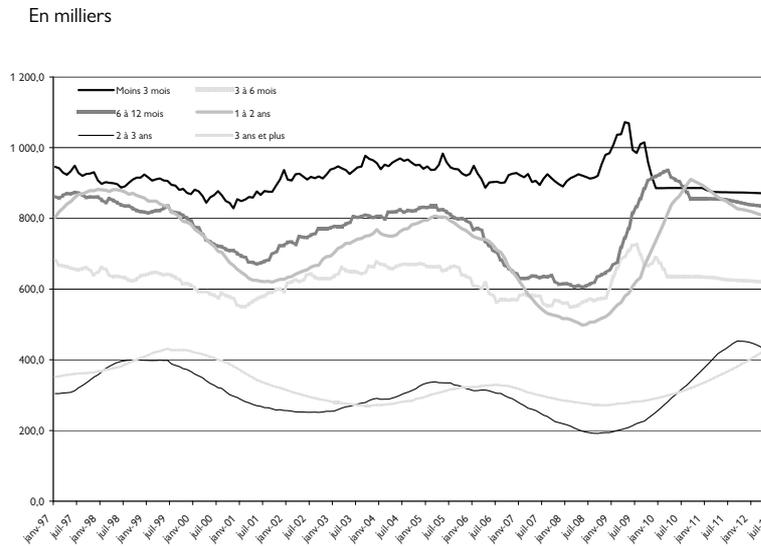
a été modélisé sur la base de sa forte corrélation avec le stock de demandeurs d'emplois. Cependant les probabilités de sortie du chômage diffèrent fortement selon l'ancienneté du demandeur d'emploi. Nous avons donc appliqué des transformations linéaires au taux de sortie global, calibrées sur les observations passées, de manière à établir des taux de sortie par ancienneté cohérents avec l'évolution observée des stocks. Sur la base de ces mêmes transformations et de la projection de taux de sortie global, nous

avons déduit des prévisions de taux de sortie pour les différentes anciennetés des demandeurs d'emploi.

- Ces prévisions mensuelles d'entrées et de sorties des catégories A, B et C nous permettent de déduire l'évolution mensuelle du nombre de demandeurs d'emplois pour les différentes catégories d'ancienneté.

Ces projections sont synthétisées dans le tableau 2 et illustrées dans le graphique 1, et mettent en évidence la hausse sensible et progressive de l'ancienneté au chômage à l'horizon de la prévision. La phase de destructions massives d'emplois se traduit par une hausse immédiate du nombre de chômeurs de très courte durée, mais qui atteint son maximum dès septembre 2009. La situation du marché du travail demeure ensuite très dégradée, ce qui se traduit par une stabilisation du nombre d'entrées au chômage à sa moyenne de long terme, mais les sorties demeurent peu nombreuses. Les flux de demandeurs d'emplois entrés à Pôle emploi lors du pic de la crise se reportent ensuite progressivement vers les catégories de chômeurs de plus longue durée. Le nombre de chômeurs de très longue ne cesse d'augmenter jusqu'à la fin 2012, illustrant les conséquences du phénomène d'hystérèse sur le marché du travail.

Graphique B.1 – Demandeurs d'emplois en fin de mois en catégories A, B et C, par ancienneté



Source : DARES, DEFM, prévisions OFCE

Tableau B.2- Demandeurs d'emplois en fin de mois en catégories A, B et C par ancienneté

En milliers catégories A, B et C	janvier 2008	décembre 2012	Max
Moins 3 mois	905	866	septembre 2009 1016
3 à 6 mois	561	610	juillet 2009 726
6 à 12 mois	616	815	mars 2010 936
1 à 2 ans	517	762	septembre 2010 910
2 à 3 ans	216	393	septembre 2011 453
3 ans et plus	284	456	décembre 2012 456
Total	3098	3903	juillet 2011 4004

Source : DARES, DEFM, prévisions OFCE

C. Impact sur la pauvreté

Les crises économiques sont le plus souvent analysées en termes macroéconomiques : quel est l'impact sur la croissance, les taux d'emploi et de chômage, les déficits publics ? Pourtant, les crises peuvent également avoir des effets importants sur la distribution des revenus au niveau individuel et au niveau des ménages. L'objectif de cette partie est d'estimer l'impact des variations macroéconomiques, notamment en termes d'emploi et de chômage, au niveau microéconomique (individus et ménages). En particulier, nous estimons l'impact de la crise actuelle sur la pauvreté des ménages fin 2010. Nous estimons également le coût supplémentaire pour les collectivités locales en termes d'augmentation des dépenses de RSA « socle ». Nous utilisons pour cela le modèle de microsimulation MiSME développé au département des études de l'OFCE.

I. De la récession économique à la pauvreté monétaire : canaux de transmission et stratégie d'estimation.

D'un point de vue monétaire, sont considérés comme pauvres les individus qui vivent dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. En France comme dans les autres pays européens, la pauvreté monétaire est généralement mesurée de manière relative. Selon cette approche, le seuil de pauvreté est déterminé en fonction de la distribution des niveaux de vie dans la population. Eurostat utilise en général un seuil à 60% du niveau de vie médian. En France, l'INSEE utilise également très souvent un seuil à 50% du niveau de vie médian. Nous utiliserons ces deux seuils pour définir un taux de pauvreté à respectivement 60 et 50%. Dans cette approche relative, une élévation

générale - ou une baisse générale - du niveau de vie n'a pas d'effet sur le taux de pauvreté ; seuls des changements dans la distribution des niveaux de vie ont un impact sur la pauvreté. De plus, comme la pauvreté est définie au niveau du ménage, les variations de taux de pauvreté seront donc en partie déterminées par la corrélation des situations individuelles au sein du ménage.

Les deux déterminants les plus importants de la pauvreté sont la composition familiale et la situation des membres du ménage sur le marché du travail. L'emploi joue notamment un rôle déterminant dans l'entrée ou la sortie de la pauvreté (ONPES, 2008)¹⁵. Si le phénomène de pauvreté dans l'emploi persiste, une des principales causes de ce phénomène est la faiblesse des revenus d'activité, l'autre déterminant principal étant le nombre de personnes à charge. Par conséquent, l'impact de la crise sur la pauvreté devrait passer principalement par le canal de l'emploi. Il est en effet peu probable que la crise ait des effets importants sur les compositions familiales. Afin de mesurer l'impact de la crise sur la pauvreté, nous prenons donc le parti de raisonner à structures familiales constantes et de mesurer un impact qui provient essentiellement de la situation des individus sur le marché de l'emploi et notamment de leur statut dans l'emploi, l'inactivité ou le chômage. Pour cela, nous tenons compte de l'évolution de l'emploi par secteur et des variations d'ancienneté de chômage, variable déterminante pour expliquer son indemnisation ou non. Le canal du chômage et de son indemnisation explique sans doute la majeure partie des variations de pauvreté dues à la crise. Les autres canaux sont ici négligés. En particulier, nous négligeons le canal du salaire et ceci pour deux raisons : si la crise devrait avoir des effets sur les évolutions de salaire, il est difficile d'estimer un impact sur la distribution des salaires, variable déterminante pour le calcul de la pauvreté. De plus, comparé aux variations de revenus engendrées par les transitions entre emploi, chômage et inactivité, l'effet des variations de taux salariaux devrait être faible. Les variations de durée du travail, et notamment l'incidence des situations de temps partiel subi, devrait avoir un effet plus important sur les situations de pauvreté. Faute d'information nous permettant d'estimer la distribution de ces variations, nous ne prenons pas en compte cette dimension.

I.1 Les données : l'enquête Revenus Fiscaux 2003

¹⁵ ONPES, 2008 : *Le rapport de l'Observatoire national la pauvreté et de l'exclusion sociale 2007/2008*, La documentation française, Paris.

L'étude de la pauvreté nécessite d'analyser la distribution de l'ensemble des revenus des ménages. En France, l'enquête Revenus Fiscaux (ERF) est utilisée par l'INSEE pour calculer le taux de pauvreté. L'enquête Revenus Fiscaux est l'appariement d'un échantillon de l'enquête emploi et de déclarations fiscales. L'ERF a l'avantage de fournir des informations précises à la fois sur les revenus des ménages et sur le statut dans l'emploi des membres du ménage, ce qui permet d'appréhender les liens entre emploi, niveau de vie et pauvreté. Nous utilisons la dernière ERF qui nous est disponible, soit l'ERF 2003. L'enquête apparie les individus questionnés au titre du 4ème trimestre 2003 de l'enquête emploi et leurs déclarations d'impôt sur le revenu 2003. Les individus sont pondérés afin d'être représentatifs de la population de France métropolitaine au 4ème trimestre 2003. Le tableau ci-dessous nous donne quelques statistiques descriptives concernant l'emploi et la pauvreté d'après l'ERF 2003.

Tableau C.1 : Marché du travail et pauvreté, 4ème trimestre 2003

	en euros et en %
taux d'emploi 15-64 ans	63%
taux d'activité 15-64 ans	69%
taux de chômage	9.90%
Niveau de vie médian	15 410
taux de pauvreté (50%)	7.02%
taux de pauvreté (60%)	12.59%

Source : ERF 2003 ; calcul des auteurs

1.2 Vieillesse de l'échantillon par calage sur marge.

L'objectif est d'évaluer l'impact des changements sur le marché du travail sur les niveaux de vie et le chômage à l'horizon fin 2010. Nous utilisons les données de l'enquête Revenus Fiscaux de 2003, qui est la plus récente qui nous est disponible. Nous n'avons malheureusement pas accès à l'enquête Revenus Fiscaux et Sociaux 2007, qui est déjà à disposition des administrations et de l'INSEE. Outre le fait qu'elle soit plus récente, cette nouvelle enquête améliore l'information sur les revenus du patrimoine et sur les revenus sociaux réellement perçus par les ménages. Nous avons toutefois accès à l'Enquête Emploi 2007. Dans un premier temps nous vieillissons notre échantillon afin de prendre en compte l'évolution démographique et économique réellement constatée au niveau microéconomique entre 2003 et 2007 selon une méthode de

repondération des ménages de l'enquête. Nous utilisons la procédure de calage sur marge CALMAR, développée à l'INSEE (Sautory, 1993)¹⁶. La méthode consiste à remplacer les pondérations initiales des ménages par des poids de calage aussi proches que possible des pondérations initiales de sorte que les effectifs et totaux pondérés respectent les effectifs et totaux connus sur la population. Dans notre cas, les pondérations initiales sont les pondérations ménages de l'enquête Revenus Fiscaux 2003. Les marges utilisées dans l'enquête emploi 2007 sont une variable croisant le sexe, l'activité en trois postes et l'âge en six postes, le secteur d'activité naf en 16 postes pour les personnes en emploi, l'ancienneté du chômage en 8 postes pour les chômeurs et une variable croisant le type de ménage et le nombre d'enfants.

Dans un deuxième temps, nous vieillissons notre échantillon entre 2007 et 2010 pour prendre en compte les évolutions macroéconomiques estimées à fin 2010. Les marges utilisées sont le nombre d'employés par secteur d'activité en 16 postes et le nombre de chômeurs par ancienneté dans le chômage en 8 postes ainsi qu'une variable démographique croisant le sexe et l'âge en six postes. Le tableau 2 nous montre les variations d'effectifs sur le marché du travail réellement constatées entre 2003 et 2007 et estimées entre 2007 et 2010. En pratique, il existe des divergences entre les données administratives utilisées par la prévision à moyen terme et les données d'enquête issues de l'ERF et de l'enquête emploi. Nous mettons en cohérence ces données en raisonnant en taux de variation estimé par secteur et par ancienneté dans le chômage puis nous ajustons pour que la variation des taux globaux d'emploi et de chômage corresponde à la variation estimée.

¹⁶ Sautory O., 1993 : « La macro CALMAR – Redressement d'un échantillon par calage sur marges », *Document de travail INSEE*, n° F 9310.

Tableau C.2 : Variation réelle des effectifs entre 2003 et 2007 et estimée entre 2007 et 2010

	ERF 2003	EE 2007	Estimation 2010
Emploi par secteur			
Agriculture	943 049	875 064	813 917
Industries agricoles	655 498	634 307	618 729
Ind. des biens de conso	686 953	639 754	547 028
Industrie automobile	330 453	317 259	222 316
Ind. des biens d'équipement	862 582	833 596	727 293
Ind. des biens intermédiaires	1 488 915	1 301 960	1 105 086
Energie	260 999	237 187	221 622
Construction	1 521 001	1 667 999	1 567 326
Commerce et réparations	3 221 675	3 503 791	3 386 406
Transports	1 030 284	1 148 229	1 110 546
Activités financières	707 646	823 338	810 177
Activités immobilières	270 036	361 164	329 496
Services aux entreprises	3 074 347	3 279 264	3 133 609
Services aux particuliers	1 983 260	2 195 681	2 266 911
Education santé	4 524 280	4 865 628	4 959 394
Administrations	2 542 423	2 909 110	2 954 035
na	82 794	34 718	33 678
Total	24 103 401	25 628 049	24 807 569
Chômeurs par ancienneté			
Moins 3 mois	618 237	527 459	513 936
3 à 6 mois	436 673	360 256	400 029
6 à 12 mois	403 575	388 747	528 438
1 à 2 ans	489 206	404 083	651 594
2 à 3 ans	219 982	212 784	320 944
3 ans et plus	303 296	247 106	275 273
na	217 929	74 614	92 394
Total	2 682 487	2 215 049	2 782 608
Population active	26 785 888	27 843 098	27 590 177
taux de chômage	10.0%	8.0%	10.1%
taux d'activité 15-64	71.6%	69.9%	68.7%
taux d'emploi 15-64	64.5%	64.3%	61.7%
Inactifs	20 777 465	21 582 840	22 799 503
Total population + 15 ans	47 646 147	49 425 938	50 389 680

Source : ERF 2003 - Enquête Emploi 2007 - Prévisions des auteurs

Cette méthode de vieillissement ne modélise pas explicitement les transitions entre emploi et chômage au niveau microéconomique (les entrées et sorties de l'emploi et les variations sectorielles sont modélisées au niveau macroéconomique). L'avantage de cette approche est de limiter le nombre d'hypothèses à effectuer, notamment en ce qui concerne la probabilité d'être au chômage indemnisé selon l'ancienneté de chômage, les transitions infra-annuelles entre emploi, chômage indemnisé et chômage non-indemnisé, ainsi que les corrélations d'emploi au sein des ménages. Concernant cette dernière hypothèse, puisque nous modifions les pondérations au niveau des ménages, toutes choses égales par ailleurs, la probabilité d'être soi-même au chômage lorsque son conjoint est au chômage reste constante, seul le nombre de chômeurs augmente. Cette hypothèse est importante dans l'estimation de l'impact du chômage sur la pauvreté puisque la répartition des emplois au sein des ménages est primordiale pour expliquer la dispersion des niveaux de vie. Inconvénient de l'approche, le nouveau visage du chômage et des bas revenus ressemble trop à l'ancien alors que ce visage se modifier dans le temps, notamment en périodes de crise.

1.3 Microsimulation de la politique socio-fiscale

Après le vieillissement de l'échantillon, la deuxième étape consiste à appliquer les nouveaux barèmes sociaux et fiscaux. Nous utilisons pour cela le modèle de microsimulation MiSME et les règles socio-fiscales qui prévalent au 1er juillet 2009. MiSME socio-fiscal modélise les prestations familiales (allocations familiales, complément familial, PAJE de base, Allocation de rentrée scolaire), les aides au logement, les minima sociaux (API et RMI puis RSA), la prime pour l'emploi (PPE), l'impôt sur le revenu (IR) et la CSG.

Entre 2003 et 2009, le remplacement du RMI, de l'API et de leurs systèmes d'intéressement par le RSA constitue la réforme importante de la politique sociale envers les bas revenus. Cette réforme pourrait en outre avoir un effet sur l'impact du chômage et du non-emploi sur la pauvreté. Si le complément de revenu pour travailleurs pauvres qui s'ajoute aux minima sociaux, dit RSA « chapeau », n'est pas versé directement aux chômeurs, certains ménages comprenant deux travailleurs peuvent devenir éligibles au RSA chapeau lorsqu'un des deux travailleurs perd son emploi et que par conséquent, les revenus du ménage décroissent. Nous construisons deux variantes, une avec RSA et l'autre sans pour estimer l'effet du RSA sur l'impact du chômage sur la pauvreté. Nous posons la question de effets pro ou anti-cycliques et estimons la variation des dépenses de RSA socle et chapeau dans la crise. Cette question est d'autant plus difficile que la montée en charge du dispositif RSA est lente, le taux de recours les premiers mois

suivant l'introduction étant relativement faible. Selon un communiqué de presse du Commissariat aux solidarités actives, 371 000 foyers ont bénéficié du RSA en complément de revenus du travail au titre du mois d'août 2009 (contre 281 000 au titre du mois de juin 2009)¹⁷. Le rapport Hénart prévoyait 2 millions de foyers bénéficiaires du RSA chapeau, dont 1,7 million de foyers gagnants¹⁸. A ce rythme de montée en charge, et en supposant que seuls les foyers gagnants recourent au RSA, il faudra deux années supplémentaires pour atteindre un taux de recours de 90%. De manière volontariste, le haut commissariat prévoit un taux de recours égal à 90% fin juin 2010. Nous retiendrons ce taux pour le calcul de dépenses de RSA « chapeau » en 2010.

II. Impact de la situation sur le marché du travail sur la pauvreté.

Une prévision de pauvreté est un exercice périlleux : le taux de pauvreté étant défini par rapport à un seuil, il peut être très sensible à la définition et aux variations de ce seuil. Le fait d'être pauvre ou pas dépend non seulement de la situation des autres personnes du ménage mais également de la situation du reste de la population. L'augmentation du chômage améliore ainsi la situation relative des personnes restant dans l'emploi. Le tableau 3 résume les prévisions de pauvreté pour fin 2010 compte tenu des modifications sur le marché du travail entre 2007 et fin 2010 (à politique sociale et fiscale constante). Entre 2007 et fin 2010, alors que le nombre de chômeurs progresse significativement (+567 000), le taux de pauvreté des chômeurs croît car l'ancienneté de chômage est en moyenne plus importante en 2010 qu'en 2007. Par conséquent, le nombre de chômeurs pauvres augmente également significativement (+ 223 000 soit une progression de 30%)¹⁹. Mais lorsqu'une personne devient pauvre du fait du chômage, il entraîne tout son ménage dans la pauvreté. Entre 2003 et fin 2007, le nombre de personnes pauvres dans des ménages d'au moins un chômeur progresserait ainsi fortement (+ 493 000). Ceci est en partie compensé par une baisse de la pauvreté dans les ménages non touchés par le chômage. Le nombre de personnes pauvres et en emploi baisse mécaniquement, en partie parce que nous ne prenons pas en compte la

¹⁷ Communiqué du 3 novembre 2009.

¹⁸ Certains foyers bénéficiaires de la PPE peuvent être éligibles au RSA chapeau sans être bénéficiaire nette car les primes de RSA chapeau doivent être déduites de la PPE.

¹⁹ Nous ne commentons ici et par la suite que les chiffres au seuil de pauvreté à 60%.

progression éventuelle de la précarité en emploi. Au final, selon ces hypothèses et dans une approche relative au seuil de 60%, le nombre de pauvres augmente de 239 000 entre 2007 et fin 2010, soit une augmentation de 45 pauvres pour 100 chômeurs supplémentaires.

Dans le contexte de cette étude, une approche semi-absolue (ou semi-approche) de la pauvreté où le seuil de pauvreté reste fixe paraît également pertinente et ce pour deux raisons. Premièrement, faute d'informations nous supposons que les durées de travail sont stables. Notamment, nous ne prenons compte, l'évolution du temps partiel subi, ce qui est une hypothèse forte et qui pourrait avoir des conséquences en termes de pauvreté des personnes en emploi. Deuxièmement, la prospective se prête bien à une méthode semi-absolue où le seuil de pauvreté une année donnée ne dépend pas de la variante retenue : lorsqu'on construit des variantes, on compare en effet les mêmes personnes la même année dans des situations théoriques différentes. Il paraît intuitif dans ce cas d'utiliser un seuil unique pour toutes ces variantes. Sous ces hypothèses, la pauvreté augmente alors de 523 000 entre 2007 et 2010. Lorsque le seuil reste inchangé, le taux de pauvreté au chômage progresse de 33,9% à 36,0% sous l'effet de l'augmentation de l'ancienneté de chômage. Le nombre de chômeurs pauvres augmente alors de 250 000 et ils entraînent chacun en moyenne un peu plus d'une autre personne dans la pauvreté.

Tableau C.3 : Situation sur le marché du travail
et effets sur la pauvreté relative en 2007 et fin 2010

en milliers

	Calage 2007	Estimation 2010
Population (définition enquête emploi)	60 349	60 839
Population active	27 843	27 590
Population en emploi	25 628	24 808
Chômeurs	2 215	2 782
<i>taux de chômage</i>	7.96%	10.1%
Pauvreté relative :		
Nombre de pauvres (à 60%)	7 553	7 792
Taux de pauvreté (à 60%)	12.5%	12.8%
Nombre d'actifs pauvres (à 60%)	2 483	2 611
Taux de pauvreté des actifs (à 60%)	8.9%	9.5%
Nombre de chômeurs pauvres (à 60%)	751	974
Taux de pauvreté des chômeurs (à 60%)	33.9%	35.0%
Nombre de pauvres en emploi (à 60%)	1 731	1 637
Taux de pauvreté en emploi (à 60%)	6.8%	6.6%
Nombre de pauvres (à 50%)	4 211	4 475
<i>Taux de pauvreté (à 50%)</i>	7.0%	7.4%
Nombre d'actifs pauvres (à 50%)	1 412	1 537
Taux de pauvreté des actifs (à 50%)	5.1%	5.6%
Nombre de chômeurs pauvres (à 50%)	498	658
Taux de pauvreté des chômeurs (à 50%)	22.5%	23.7%
Nombre de pauvres en emploi (à 50%)	914	878
Taux de pauvreté en emploi (à 50%)	3.6%	3.5%

Source : Estimations des auteurs

II.1 Impact sur le RSA et effet sur les dépenses des collectivités territoriales

Nous estimons ici l'impact du chômage et des pertes d'emploi sur le nombre de ménages bénéficiaires et les dépenses de RSA « socle » et « chapeau ». De même que le tableau 3, il faut interpréter le tableau 4 en termes de variante : la fiscalité simulée est celle prévalant mi-juillet 2009, les revenus sont également actualisés ; seules les conditions sur le

marché du travail varient, la variante 2007 étant représentative des conditions prévalant en moyenne sur l'année 2007 ; la variante 2010 tient compte des conditions sur le marché du travail fin 2010. Le nombre de ménages bénéficiaires du « RSA socle » devrait augmenter de 122 000 sous l'effet des variations économiques, soit 23 ménages allocataires supplémentaires pour 100 chômeurs de plus. Les bénéficiaires potentiels du « RSA chapeau » devraient s'accroître de 43 000. Ce dernier effet est faible comparé à la problématique de la montée en charge du dispositif.

Tableau C.4 : Impact des variations d'emploi et de chômage sur le nombre de bénéficiaires du RSA

en milliers

	Variante 2007	Variante 2010	Evolution
Ménages bénéficiaires (RMI et API puis RSA socle)	1 300	1 422	9.4%
Ménages bénéficiaires (RSA chapeau)	1 654	1 697	2.6%

Source : MiSME, Calcul des auteurs

La loi généralisant le RSA prévoit que les départements financent la part de l'allocation de RSA correspondant à la garantie de revenu, dite RSA « socle, soit le périmètre de l'API et du RMI hors intéressement. Le RSA « chapeau » est pris en charge indirectement par l'Etat à travers le Fonds national des solidarités actives (FNSA). Le financement du FNSA est assuré en partie par la contribution additionnelle de 1,1% sur les revenus du capital. Par rapport à la situation précédente, les départements prennent en charge le financement de la partie socle de l'API mais n'ont plus à financer l'intéressement au RMI. Les modalités de compensation du RSA par l'Etat sont les mêmes que celles prévalant pour le RMI. En pratique, la loi généralisant le RSA prévoit que le projet de loi de Finances pour 2011 compense les départements au titre des dépenses 2010 sur la base des dépenses réelles effectuées en 2009. Ce décalage peut poser des problèmes de trésorerie pour les départements lorsque les dépenses au titre du RSA « socle » augmentent plus vite que la fiscalité attribuée aux départements (part départementale de la TIPP) ce qui est lorsque les dépenses augmentent sous l'effet de la conjoncture.

Le tableau 5 présente les dépenses de RSA « socle » et chapeau dans les variantes 2007 et 2010. Les dépenses de RSA « socle » augmenteraient de 10% sous l'effet de la conjoncture alors que les dépenses de RSA « chapeau » augmenteraient de 3,4%. Il est intéressant de noter que le RSA « chapeau » a un effet contracyclique, ce qui n'est pas évident *a priori*. En effet, il existe deux effets contradictoires : certaines personnes peuvent perdre le bénéfice du RSA « chapeau » lorsqu'ils perdent leur emploi, tandis que d'autres ménages deviennent éligibles lorsqu'un des conjoints perd son emploi et une partie de ces revenus d'activité et que l'autre conjoint reste en emploi.

Tableau C.5 : Dépenses liées au RSA

en millions d'euros

	Variante 2007	Variante 2010	Evolution
Dépenses RSA socle	5 598	6 159	10.0%
Dépenses RSA "chapeau"	2 391	2 472	3.4%

Source : MiSME, Calcul des auteurs